

SEANCES DU MERCREDI 17 DECEMBRE 1975
VERGADERINGEN VAN WOENSDAG 17 DECEMBER 1975ASSEMBLEE
VOLTALLIGE VERGADERINGSEANCE DU MATIN
OCHTENDVERGADERING

SOMMAIRE:

CONGES:

Page 684.

PROJET DE LOI (Discussion):

Projet de loi portant:

- 1° ratification d'arrêtés royaux pris en exécution de la loi du 23 juillet 1971 concernant la fusion de communes et la modification de leurs limites;
- 2° suppression des fédérations périphériques créées par la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes.

Discussion générale (suite). — *Orateurs*: MM. Lepaffe, Rombaut, Persyn, M. Michel, ministre de l'Intérieur, M. Lagasse, p. 684.

INTERPELLATIONS (Discussion):

Interpellation de M. Wijninckx au Premier ministre et au ministre des Finances sur « l'évolution inquiétante de la question du transfert de l'ancienne ceinture de fortifications d'Anvers aux communes périphériques ».

Orateurs: MM. Wijninckx, de Bruyne, M. W. De Clercq, ministre des Finances, p. 693.

Interpellation de M. Van den Eynden au ministre de l'Emploi et du Travail et des Affaires wallonnes et au secrétaire d'Etat à l'Economie régionale et à l'Aménagement du Territoire et au Logement sur « la situation actuelle des entreprises de réparation de navires du port d'Anvers, qui est très angoissante, à tel point que cette industrie risque de sombrer définitivement dans un proche avenir ».

Orateurs: MM. Van den Eynden, de Bruyne, M. Dhoore, secrétaire d'Etat à l'Economie régionale et à l'Aménagement du Territoire et au Logement, adjoint au ministre des Affaires flamandes, p. 696.

Ann. parl. Sénat — Session ordinaire 1975-1976
Parlem. Hand. Senaat — Gewone zitting 1975-1976

INHOUDSOPGAVE:

VERLOF:

Bladzijde 684.

ONTWERP VAN WET (Bespreking):

Ontwerp van wet houdende:

- 1° bekrachtiging van koninklijke besluiten genomen in uitvoering van de wet van 23 juli 1971 betreffende de samenvoeging van gemeenten en wijziging van hun grenzen;
- 2° afschaffing van de randfederaties opgericht door de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en federaties van gemeenten.

Algemene bespreking (voortzetting). — *Sprekers*: de heren Lepaffe, Rombaut, Persyn, de heer Michel, minister van Binnenlandse Zaken, de heer Lagasse, blz. 684.

INTERPELLATIES (Bespreking):

Interpellatie van de heer Wijninckx tot de Eerste minister en tot de minister van Financiën over « de onrustwekkende evolutie inzake de overdracht aan de Antwerpse randgemeenten van de vroegere fortengordel ».

Sprekers: de heren Wijninckx, de Bruyne, de heer W. De Clercq, minister van Financiën, blz. 693.

Interpellatie van de heer Van den Eynden tot de minister van Tewerkstelling en Arbeid en van Waalse Aangelegenheden en tot de staatssecretaris voor Streekeconomie en voor Ruimtelijke Ordening en Huisvesting over « de huidige toestand van het scheepsherstellingsbedrijf in de haven van Antwerpen, die zeer angstwekkend is en waar deze industrie het risico loopt om in de nabije toekomst definitief teloor te gaan ».

Sprekers: de heren Van den Eynden, de Bruyne, de heer Dhoore, staatssecretaris voor Streekeconomie en voor Ruimtelijke Ordening en Huisvesting, toegevoegd aan de minister van Vlaamse Aangelegenheden, blz. 696.

PRESIDENCE DE M. HARMEL, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER HARMEL, VOORZITTER

M. Mesotten, secrétaire, prend place au bureau.
De heer Mesotten, secretaris, neemt plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 9 h 35 m.
De vergadering wordt geopend te 9 u. 35 m.

CONGES — VERLOF

MM. Deschamps, Delmotte, Vandewiele et Martens, en mission à l'étranger; MM. Vlerick, pour raisons de santé; E. Cuvelier, retenu par les intempéries, s'excusent de ne pouvoir assister à la réunion de ce jour.

Afwezig met bericht van verhindering: de heren Deschamps, Delmotte, Vandewiele en Martens, met opdracht in het buitenland; de heren Vlerick, wegens gezondheidsredenen; E. Cuvelier, wegens het slechte weer.

PROJET DE LOI PORTANT:

- 1° RATIFICATION D'ARRETES ROYAUX PRIS EN EXECUTION DE LA LOI DU 23 JUILLET 1971 CONCERNANT LA FUSION DE COMMUNES ET LA MODIFICATION DE LEURS LIMITES;
- 2° SUPPRESSION DES FEDERATIONS PERIPHERIQUES CREEES PAR LA LOI DU 26 JUILLET 1971 ORGANISANT LES AGGLOMERATIONS ET LES FEDERATIONS DE COMMUNES.

Reprise de la discussion générale

ONTWERP VAN WET HOUDENDE:

- 1° BEKRACHTIGING VAN KONINKLIJKE BESLUITEN GENOMEN IN UITVOERING VAN DE WET VAN 23 JULI 1971 BETREFFENDE DE SAMENVOEGING VAN GEMEENTEN EN WIJZIGING VAN HUN GRENZEN;
- 2° AFSCHAFFING VAN DE RANDFEDERATIES OPGERICHT DOOR DE WET VAN 26 JULI 1971 HOUDENDE ORGANISATIE VAN DE AGGLOMERATIES EN FEDERATIES VAN GEMEENTEN.

Hervatting van de algemene beraadslaging

M. le Président. — Nous reprenons la discussion du projet de loi concernant la fusion de communes, la modification de leurs limites et la suppression des fédérations périphériques.

Wij hervatten de behandeling van het ontwerp van wet betreffende de samenvoeging van gemeenten, de wijziging van hun grenzen en de afschaffing van de randfederaties.

La parole est à M. Lepaffe.

M. Lepaffe. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, j'avais initialement formé le projet d'une intervention juridiquement structurée et d'une certaine ampleur, compte tenu de la complexité des problèmes posés. J'ai écouté avec beaucoup d'attention l'argumentation de M. Pierson et celle d'autres de nos collègues et j'ai décidé de limiter d'autant la mienne.

Je voudrais surtout vous faire part, très sincèrement, du malaise profond qui imprègne les débats qui se sont déroulés à la Chambre, en commissions réunies du Sénat, et maintenant en assemblée.

D'éminents collègues ont, à l'appui d'une très longue expérience parlementaire, exprimé avec beaucoup de talent des opinions juridiques nuancées. Ces débats prennent évidemment un nombre d'heures considérable, mais il n'en reste pas moins vrai que chacun a le sentiment que les jeux sont faits, que chaque intervenant parle en vertu d'une forme d'automatisme et que la majorité, de manière fort claire, a laissé entendre à plusieurs reprises qu'en tout état de cause, quelle que soit la qualité des arguments invoqués, le résultat final sera exactement le même.

On a même entendu parler du fait que la majorité pourrait éventuellement se contenter d'attendre avec patience le résultat des votes.

Si nous sommes tous d'accord pour estimer qu'il était temps de changer le régime de certaines communes, de supprimer des entités qui étaient trop petites, si nous sommes tous d'accord pour dire qu'il fallait qu'une réforme de cet ordre passe d'abord par l'initiative qui a été confiée par arrêté royal, de manière à constituer dans le secret des bureaux, avec beaucoup de pertinence, certaines mosaïques, si nous sommes tous d'accord pour dire qu'il fallait rationaliser, il reste que les moyens employés pour le faire n'ont évidemment aucun rapport avec ce qu'on peut attendre d'une assemblée parlementaire. Pourquoi? Parce qu'on refuse à chacun, peu importe que ce soit au nom du droit d'amendement, de division, de consultation, on refuse en réalité à toute personne de l'opposition, le droit d'agir sur la réforme proposée. On ne nous refuse pas encore le droit de nous exprimer; nous l'avons fait longuement, et certains avec brio, mais l'on s'exprime et l'on parle dans le désert.

Permettez à un parlementaire relativement jeune d'avoir le sentiment que les éloges qu'on peut entendre par après sur la sérénité des débats, sur la hauteur de vues, sur la qualité du dialogue sont des éloges à caractère fort limité, mais que l'impossibilité où l'on place l'opposition d'agir sur la situation créée finira par mener à un éloge funèbre de cette assemblée. (*Applaudissements sur certains bancs du F.D.F.-R.W. et sur les bancs socialistes.*)

En réalité, le Sénat a été créé pour être une chambre de réflexion qui puisse travailler en prenant le temps de le faire. Or, on ne nous donne ni le temps de la réflexion, ni le temps d'effectuer un travail sérieux. Nous sommes ici assemblés pour voir ce qui peut être amélioré dans des textes. Et de plus en plus, même dans les projets simples, l'exécutif nous explique la nécessité d'adopter de mauvais projets, sous le prétexte qu'on perdrait du temps en essayant d'en faire de bons. Cela peut se concevoir dans certains cas d'urgence, comme par exemple lorsque nous avons pris des mesures en ce qui concerne la drogue, parce qu'il fallait aller vite, quitte à améliorer ultérieurement le projet. Mais c'est inconcevable dans le cas présent, lorsqu'il n'y a aucune nécessité réelle de se hâter et lorsque rien ne change si l'on tranche le problème un mois plus tard.

Mon amertume est d'autant plus grande que les conseils communaux pouvaient être consultés réellement, que les conseils régionaux devaient être consultés et que la possibilité de faire appel au Conseil d'Etat existait. C'était autant d'occasions qui nous étaient données de faire du travail sérieux.

Le gouvernement prétend aujourd'hui aller plus vite, agir autrement et pourtant, il applique des mesures différentes lorsqu'il s'agit

soit des communes de la région anversoise, soit des communes de la périphérie. La notion de base du pouvoir communal, c'est d'être le reflet fidèle de ce que pense et de ce que désire l'habitant.

Or le gouvernement impose ici le refus de ce qu'ont parfois voulu les conseils communaux unanimes et une députation permanente qui les suivait. Ce n'est pas là le respect de la volonté populaire. Nous ne pouvons donc évidemment pas y souscrire.

Il n'est pas tenu compte des conditions humaines, pas plus que des possibilités d'expansion de la région bruxelloise, qui doit pourtant, tant sur le plan sociologique que sur le plan économique, avoir lieu. Il n'est nullement tenu compte du sentiment des populations de ces régions.

Je dis avec infiniment de regret, au nom des habitants de la périphérie et aussi au nom de notre travail et du respect profond que j'ai pour cette assemblée, que continuer comme nous le faisons, c'est aller dans le mauvais sens. Nous rendons un mauvais service au pays tout entier. Si aucun amendement n'est accepté à la fin de ce débat, comme ce fut le cas à la Chambre, nous pourrions dire, hélas! que nous nous sommes enfoncés dans un système dont nous ne connaissons pas encore actuellement les conséquences, mais qui ne donnera pas grande confiance en nos institutions à ceux pour qui elles sont créées, c'est-à-dire à notre peuple tout entier. (*Applaudissements sur les bancs socialistes et sur certains bancs du F.D.F.-R.W.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Rombaut.

De heer Rombaut. — Mijnheer de Voorzitter, Heren Ministers, geachte collega's, toen mijn goede vriend en collega Calewaert vrij vroeg in dit debat op het podium kwam, heeft hij gezegd dat hij zich afvroeg wat er nog te vertellen was na het schitterend betoog van onze fractievoorzitter en collega, de heer Pierson.

Wat moet ik dan zeggen wanneer ik hier als laatste in de reeks aan het woord kom na zoveel voortreffelijke uiteenzettingen, waarvan ik bijzonder onderstreep de glasheldere les in constitutioneel recht ons gegeven door professor Van Bogaert.

Ik voel mij zowat — verontschuldig mij voor de vergelijking, ze is erg pretentius mijnerzijds — als de oude Aeschylus die placht te zeggen van zijn dramatisch werk dat het maar kruimels waren van het festijn van Homeros. Ik vraag mij af welke kruimels er voor mij op dit ogenblik nog zouden kunnen overblijven.

Ik wil even slechts aan de wet en aan de redelijkheid het grondbeginsel toetsen dat door de minister van Binnenlandse Zaken hier wordt vooropgesteld. Ik bedoel daarmee zijn bewering dat de wet van 23 juli 1971 hem verplicht tot een globaal fusieplan van alle Belgische gemeenten en dat dit plan in eenmaal, in zijn totaliteit, moet worden gerealiseerd. Dat is een postulaat dat door niets wordt gestaafd. De procedure van de wet van 23 juli 1971, die erin bestaat eerst een wet door het Parlement te laten goedkeuren, waarin wordt bepaald dat fusies kunnen worden gerealiseerd bij koninklijke besluiten die nadien door een tweede wet moeten worden bekrachtigd door de Wetgevende Kamers, is immers niet nieuw. Zij werd ingeluid door het ontwerp van wet waarbij de Koning wordt gemachtigd de gemeentelijke grenzen te wijzigen, ingediend op 4 augustus 1960 door de heer René Lefebvre, toen minister van Binnenlandse Zaken. Het advies dat toen werd gevraagd aan de Raad van State — goed voorbeeld, Mijnheer de Minister, dat u niet hebt gevolgd — werd reeds herhaaldelijk hier in het debat aangehaald en meerdere excerpten werden hieruit reeds voorgelezen.

Ter herinnering lees ik u nog de volgende voor: «Nagegaan moet worden of artikel 41 van de Grondwet niet verhindert dat een wet een procedure invoert die neerkomt op beperking van de parlementaire bespreking van de maatregelen inzake samenvoeging van en grenswijziging tussen gemeenten.

» In dat verband is erop gewezen dat het ontwerp de artikelsgewijze stemming niet formeel uitsluit. Toch wil het de normale toepassing van artikel 41 van de Grondwet ontwijken, door te bepalen dat aan het Parlement voor al de samenvoegingen en grenswijzigingen over het lopende jaar één of meer ontwerpen met slechts één artikel zullen worden voorgelegd. Om over de verschillende bepalingen betreffende een samenvoeging van of een grenswijziging tussen gemeenten afzonderlijk te kunnen stemmen, zullen de Kamers vooraf van hun recht van splitsing en amendement gebruik moeten maken. De ontworpen procedure, al is zij niet openlijk in strijd met de letter van de Grondwet, miskent niettemin de geest ervan.»

U heeft deze tekst hier reeds enkele keren gehoord.

De Minister zei dat de wetgever dit advies van de Raad van State naast zich heeft gelegd. Ik kan in die mening echter niet delen. Dit ontwerp van wet is immers nooit wet geworden, ongetwijfeld precies omwille van het advies van de Raad van State die aanspoorde tot grotere omzichtigheid. Men heeft echter de tekst ingeschakeld in een

veel groter en veel ruimer ontwerp van wet voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel, dat de wet werd van 14 februari 1961, die men vroeger de eenheidswet, nu de verzamelwet noemt. In die wet van 14 februari 1961, vinden wij de tekst terug, haast verloren in het geheel, in de artikelen 91 en volgende.

Op basis van deze wet heeft men vijf zogenaamde bekrachtigingswetten uitgevaardigd inzake fusies. De wet van 2 juli 1964 omvat 20 fusies die wij terugvinden in artikel 1, onderverdeeld in 20 afdelingen, één voor elke fusie. De wet van 6 juli 1964 bevat 22 fusies in artikel 1, eveneens onderverdeeld in zoveel afdelingen als fusies. De wet van 17 juli 1970 bepaalt 102 fusies in 102 artikelen. Een wet van dezelfde datum omvat slechts één fusie, namelijk deze van Oostende en enkele omliggende gemeenten.

Tenslotte is er nog de wet van 9 april 1971, waarvan elk van de eerste negen artikelen een fusie inhoudt en het tiende artikel een grenswijziging bepaalt.

De heer Georges Boland, substituut auditeur-generaal bij de Raad van State, heeft deze materie behandeld in zijn artikel «Les problèmes juridiques des fusions de communes», verschenen in de *Revue de l'Administration* van 1965. Men heeft reeds meerdere malen naar deze tekst verwezen.

Ter herinnering wil ik nog even een excerpt eruit voorlezen:

«Le Conseil d'Etat a fait remarquer à cet égard que la procédure exceptionnelle n'empêcherait pas les Chambres d'examiner spécialement un arrêté de fusion, voire une disposition d'un arrêté déterminé; mais que pour y arriver, si elles le désiraient, elles devraient exercer les droits de division et d'amendement que leur donne l'article 42 de la Constitution. Or, cette possibilité ne suffit pas. Les Chambres ont l'obligation de «se prononcer expressément et directement sur toutes les dispositions qui impliquent la mise en œuvre de leur compétence propre». Elles n'y satisfont pas en votant un texte qui se borne à faire référence à un ensemble de mesures élaborées par le pouvoir exécutif. «La procédure prévue, si elle ne heurte pas ouvertement la lettre de la Constitution, en méconnaît cependant l'esprit», en hier haalt hij het advies van de Raad van State aan.

«Quoi qu'il en soit, la loi unique a passé outre à cet avis, ce qui a permis au gouvernement de mener à bonne fin en trois ans 42 fusions ou modifications de limites intéressant 120 communes. Et le contrôle parlementaire n'est pas resté purement théorique, puisqu'un arrêté de fusion n'a pas été ratifié et que, dans un autre arrêté, le nom de la commune nouvelle a été modifié.»

Wat die laatste beschouwingen betreft, merk ik op dat die aanhalingen van de heer Boland niet eens volledig zijn. Wij vinden ze volledig terug in een artikel dat de heer R. Maes, hoogleraar aan de Katholieke Universiteit van Leuven en eerste adviseur bij de Vereniging van Belgische Steden en Gemeenten, op 25 oktober 1975 publiceerde in het *Rechtskundig Weekblad*, onder de titel «De bekrachtiging door de Wetgevende Kamers van de koninklijke besluiten betreffende de samenvoeging van de gemeenten en de wijziging van hun grenzen».

Hij stipt inderdaad aan — om nu maar enkel te blijven bij de eerste bekrachtigingswet op basis van de wet van 14 februari 1961, deze van 2 juli 1964 — dat vier amendementen werden goedgekeurd. Drie hiervan werden ingediend door de regering zelf.

Een eerste amendement beoogde slechts de vervanging van een naam, de vervanging van Rosendaal door Roosdaal.

Een tweede amendement had tot gevolg dat de fusie van de gemeenten Yvoir met Evrehailles en Houx, vastgelegd bij koninklijk besluit van 5 mei 1964, niet werd goedgekeurd.

Het derde amendement, dat eveneens van de regering uitging, besliste, in strijd met het koninklijk besluit, dat de gemeenten Fexhe-le-Haut-Clocher, Freloux, Noville, Roloux en Voroux-Goreux niet zouden worden aangehecht aan het arrondissement Luik, maar zouden blijven in het arrondissement Borgworm.

Het vier amendement, ditmaal van parlementair initiatief, had tot gevolg dat de fusie van de gemeenten Bekkerzeel, Hamme, Kobbegem en Relegem, vastgelegd bij koninklijk besluit van 22 mei 1964, eveneens werd ingetrokken.

Dat is nogmaals een voorbeeld dat u blijkbaar niet wil volgen.

Waarom niet voortgegaan is met fusies op basis van de wet van 1961, weten wij allemaal.

De reden is dat de wet van 1961, in artikel 1, de machtiging gegeven aan de Koning limiteerde tot een periode van 10 jaar, eindigend op 1 januari 1971. Daarom werd op 21 mei 1971 een nieuw ontwerp van wet bij de Kamer ingediend, door de heer Harmegnies, toen minister van Binnenlandse Zaken, dat de wet van 23 juli 1971 is geworden.

De wet die wij vandaag worden verzocht goed te keuren is de eerste uitvoerings- of bekrachtigingswet op basis van de wet van 23 juli 1971. De minister zal dit beamen, maar zal eraan toevoegen dat het tevens de laatste is, op basis van zijn principe: alles in eenmaal.

Mijnheer de Minister, waarom heeft u niet het goede voorbeeld gevolgd van uw voorgangers en fusies trachten te verwezenlijken zoals het gebeurde in de periode tussen 1961 en 1971, op basis van de wet van 1961, bij gedeelten, geleidelijk, gespreid over jaren, op experimentele wijze, zoals de heer Van Bogaert dat zo goed noemde.

U zou op die manier, na verloop van tijd, tot een globaal resultaat zijn gekomen, maar met de parlementaire controle en zonder die schok te veroorzaken die nu bij zoveel honderden om niet te zeggen duizenden gemeentebestuurders in heel het land werd teweeggebracht. Vierhonderdzevenennegentig fusies moeten we nu, naar uw oordeel, al of niet in globo aanvaarden. Zo vermeldt inderdaad brutaal uw memorie van toelichting. «Het Parlement wordt verzocht zich met ja of neen over dit geheel uit te spreken.» Men heeft het een historische volzin genoemd, doch die volzin zal stellig een vrij treurige indruk nalaten. «Een ondeelbaar geheel», zegt u. Hierin schuilt het onaanvaardbare en het ergerlijke van uw wijze van procederen. Het is een postulaat dat u vooropzet en dat strijdig is met de wet en de redelijkheid. Ik heb alzo mijn eerste argument tegen uw stelling ontwikkeld, met name dat er geen reden bestond om anders te handelen dan op basis van de wet van 1961.

Wanneer we de verslagen over het huidig ontwerp van wet, die werden ingediend in Kamer en Senaat, nagaan, dan vinden we ook daar geen uitleg. De heer Verroken stelt het in zijn verslag eenvoudig vast zonder daarvoor een verklaring te geven. «Een belangrijk onderscheid, zegt hij op pagina 4 van zijn verslag, tussen de thans voorliggende en de vorige bekrachtigingswetten is dit: bij de vorige ging het steeds om één koninklijk besluit per fusie; thans gaat het om één koninklijk besluit voor het geheel van de fusies; bij de vorige ging het slechts over gedeeltelijke fusies, thans gaat het over één globale fusie.» Dat weten we ook en het verklaart niets.

Onze verslaggever in de Senaat, de heer Leo Vanackere, aan wie ik trouwens graag hulde breng voor zijn uitstekend verslag, stipt u eigen woorden aan, Mijnheer de Minister, door u uitgesproken in de commissie. Daarin is eveneens geen enkele verklaring te vinden voor het feit dat dergelijke fusie nu ineens moet worden verwezenlijkt.

U zegt alleen: «De wet van 23 juli 1971 heeft de wet van 1961 niet grondig veranderd» — Dat is juist —. «Toch is het onbetwistbaar dat de tijd de idee van veralgemeende fusies snel heeft doen rijpen.» Mijnheer de Minister, dat zijn beweringen, maar wij wachten op een verklaring. Ik herhaal: Wat u voorschrijft is een postulaat dat door niets is gestaafd.

Ook meerdere juridische argumenten pleiten tegen uw visie. Ik vind er reeds onmiddellijk drie in de tekst van artikel 1 van de wet van 23 juli 1971, zeggend: «Indien overwegingen van geografische... zulks vergen... kan de Koning...» Welnu dat betekent toch dat er eerst voorwaarden vervuld moeten zijn om tot die fusies te besluiten, voorwaarden waarover wij, zoals reeds gezegd, zouden moeten kunnen oordelen.

Het is dus slechts wanneer die voorwaarden zijn vervuld dat tot fusies mag worden overgegaan. Het artikel zegt: «... kan de koning ...», wat betekent dat er geen enkele verplichting bestaat. Ware dat wel het geval dan zou het artikel hebben moeten luiden: «Op grond van overwegingen van geografische, economische, sociale, culturele en financiële aard zal de Koning vóór 1 januari 1983 bij een in Ministerraad enz...» Dan zou u in de tekst van de wet zelf, Mijnheer de Minister, de verantwoording voor uw stelling hebben gevonden.

Een derde tegenargument die in de wet zelf is vervat: Er wordt een datum bepaald precies zoals dit het geval was voor de wet van 1961: Het moet alles gebeuren vóór 1 januari 1983. Er wordt dus nogmaals een tijd gegund van meer dan 10 jaar. Hoe kan u dan zeggen, Mijnheer de Minister, dat u vandaag in 1975 de verplichting voelt om die globale fusies ineens te verwezenlijken, dan wanneer in de wet zelf wordt bepaald dat die fusies gespreid moeten of alleszins kunnen worden over 10 jaar.

U beweert ook dat u de regeringsverklaring volgt. Dat is evenmin waar, want uw memorie van toelichting begint met te zeggen dat de regeringsverklaring aankondigde dat de regering «het vaste voornemen heeft zoveel mogelijk over te gaan tot fusies van gemeenten vóór de gemeenteraadsverkiezingen van 1976 en dat deze fusies zullen plaatshebben overeenkomstig gezamenlijke plannen». Ook die volzin, Mijnheer de Minister, mag u niet inroepen als strokend met uw stelling. Hij is zelf in zekere mate er strijdig mede.

Hoe verklaart u, Mijnheer de Minister, dat naast de wet van 23 juli 1971 er een wet bestaat van 26 juli 1971, houdende organisatie van agglomeraties en federaties van gemeenten? Ik herinner aan wat in dit verband zo duidelijk werd uiteengezet door collega Van

Bogaert toen hij handelde over artikel 108bis van de Grondwet. Het is toch duidelijk, dunkt mij, dat het Parlement door het gelijktijdig goedkeuren van die beide wetten, gemeend heeft dat naast fusies ook tot agglomeratievorming en federatievorming moet worden overgegaan, wat nogmaals tegenstrijdig is met uw stelling dat het hele land in een globaal fusieplan moet worden betrokken.

Trouwens, wanneer ik de memorie van toelichting bekijk bij het wetsontwerp, dat aanleiding heeft gegeven tot de wet van 1971, dan vind ik daarin geen enkele aanwijzing voor uw stelling, wel integendeel.

In het begin van deze memorie wordt gezegd dat de artikelen 91 tot 95 van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel, die gewijd zijn aan de wijzigingen van grenzen van het grondgebied der gemeenten het mogelijk hebben gemaakt de rationalisering van de gemeentegrenzen aan te vatten. «In tien jaar tijds, zo gaat de memorie verder, werd het aantal gemeenten aldus van 2.663 tot 2.359 teruggebracht. Dit laatste cijfer toont voldoende aan dat het geboden is de rationalisering waarvan de noodzaak en het dringend karakter thans haast niet meer worden betwist — ik zal ook de laatste zijn om dit te betwisten — voort te zetten.» Met geen woord wordt echter gezegd dat zulks in eenmaal moet geschieden en naar aanleiding van één globaal plan moet worden verwezenlijkt.

In het verslag van de Kamer — de twee verslaggevers waren dezelfde, namelijk de heer Verroken voor de Kamer en de heer Vanackere voor de Senaat — noch in dit van de Senaat, vind ik uw stelling beaamd, Mijnheer de Minister. De heer Verroken zegt: «Deze nieuwe wet is bedoeld als verlengstuk van de wet van 14 februari 1961.» Dat toont aan dat het de bedoeling was om voort te gaan met dezelfde procedure en op dezelfde wijze als voor de fusies die verwezenlijkt werden op basis van de wet van 1961. In het verslag van de heer Vanackere vind ik dezelfde zienswijze terug. Daarin worden de woorden van de minister zelf weergegeven: «In haar investituurverklaring van 25 juli 1968 heeft de regering zich uitdrukkelijk verbonden een ruime samenvoeging van gemeenten naar objectieve maatstaven te bewerkstelligen», en verder: «De minister is er zich terdege bewust van dat de herindeling van de gemeenten methodisch moet worden aangepakt.» Methodisch aanpakken is heel wat anders dan wat nu gebeurt, Mijnheer de Minister. Tijdens de openbare vergaderingen van de Kamer van 23 juni 1971 en van de Senaat van 13 juli 1971 heeft niemand, ook de toenmalige minister niet, de stelling van het verwezenlijken van een globale fusie verdedigd of zelfs maar aangehaald.

Mijnheer de Minister, u blijft niet eens logisch met uzelf waar u ondanks uw globaal fusieplan verscheidene gemeenten buiten iedere fusie houdt. Het voorbeeld van Edegem werd tot in den treure aangehaald; er zijn nog andere gemeenten, ook nog in het arrondissement Antwerpen. U had ons moeten zeggen welke de geografische, economische, financiële of andere redenen zijn om juist die gemeenten als autonome entiteiten te bewaren. Die redenen zullen wel zijn, wat de heer Vanackere op pagina 4 van zijn verslag noemt «de politiek gepaste omstandigheden — des opportunités politiques».

Mijnheer de Minister, het is duidelijk dat het ontwerp van wet dat u ons vraagt goed te keuren strijdig is met de artikelen 41 en 42 van de Grondwet en met de wet van 23 juli 1971 waarvan dit ontwerp een uitvoerings- en bekrachtigingswet moet worden. Het ontwerp is ook strijdig met alle redelijkheid.

Zoals mijn goede vriend Marc Galle na het geven van taalkundige wenken onder het motto «Voor wie haar soms geweld aandoet» nog telkens een toemaatje bijgeeft, wil ik u wijzen op een bijkomstigheid waarop totnogtoe door niemand, noch in de Kamer, noch in de Senaat, de aandacht werd gevestigd.

Het koninklijk besluit dat u ons vraagt in globo te bekrachtigen fusioneert niet enkel gemeenten maar zegt ook telkens welke naam die gefusioneerde gemeente zal krijgen. Er wordt bij vermeld dat sommige de eretitel van stad zullen mogen dragen.

Dat gaat de machtiging aan de Koning gegeven bij de wet van 23 juli 1971 zeer duidelijk te buiten.

In het artikel 1 wordt nergens gezegd dat in die koninklijke besluiten ook de naam van de nieuwe gemeente zal worden vastgelegd. «De Koning kan aangrenzende gemeenten samenvoegen, bij een gemeente het geheel of een gedeelte van een of meer andere gemeenten aanhechten, of correcties aanbrengen in de grenzen tussen gemeenten», zo luidt dat artikel.

Ziedaar een koninklijk besluit dat wordt aangetast door een bijkomende onwettigheid, die u ons vraagt bij wet te bekrachtigen.

Wanneer in het koninklijk besluit vermeld is dat de nieuwe gemeente eventueel de naam van stad zal mogen voeren dan mag dat inderdaad aldus geschieden. Het is immers een koninklijk besluit dat de lijst bevat van de gemeenten die de titel «stad» hebben verkregen.

Dit koninklijk besluit is vrij oud, ouder dan de Belgische Staat. Het dateert van 30 mei 1825. Het kwam tot stand onder het Hollandse regime en is overgenomen in het besluit van het Voorlopig Bewind van 10 oktober 1830.

Wanneer u echter daarenboven bij koninklijk besluit een nieuwe naam schenkt aan de gecreëerde gemeenten, dan staan we voor een onwettigheid.

Mijnheer de Minister, u zou u tevergeefs beroepen op de wet van 26 mei 1882 houdende herziening van de rangschikkingstabel der gemeenten waarvan artikel 4 luidt: «De regering zal bij koninklijk besluit de spelling van de namen der gemeenten en der gehuchten regelen.» «Le gouvernement déterminera par arrêté royal l'orthographe des noms des communes et des hameaux.»

Het gaat hier dus enkel om de schrijfwijze van de namen der gemeenten.

De Tollenaere haalt in zijn *Nieuwe commentaar op de gemeentewet* op pagina 24 het volgende aan:

«Ter uitvoering van artikel 4 van de wet van 26 mei 1882, kan de regering de gemeenten machtigen, een nieuwe benaming aan te nemen.

» Vermelden wij, als voorbeeld, het besluit van de Regent van 10 februari 1948 dat de gemeente Aubry machtigt aan haar tegenwoordige naam de woorden «sur Semois» toe te voegen.

» Gelet op de noodzakelijkheidsoverwegingen ingeroepen door de gemeente en gesteund door de gouverneur der provincie Luxemburg;

» Overwegende dat de wijziging gevraagd wordt met een administratief doel, namelijk om de oorzaak van talrijke vergissingen en van verwarring met nagenoeg gelijknamige gemeenten te doen verdwijnen;

» Overwegende dat de aangevraagde wijziging tot geen bezwaar aanleiding geeft.»

In dezelfde zin zijn er nog twee besluiten van de Regent van 6 november 1949.

Dat is een toevoeging aan een bestaande naam, aangevraagd door die gemeente zelf. Wanneer het gaat om een nieuwe gemeente — hier zijn het inderdaad nieuw gecreëerde gemeenten — kan alleen de wetgever daar een naam aan geven. In dit verband citeer ik een antwoord van de minister van Binnenlandse Zaken aan oud-collega Senator Marius Renard, verschenen op 3 maart 1925 in het bulletin 13 van de zitting 1924-1925:

«L'honorable Ministre voudrait-il bien faire le nécessaire pour que le nom français d'Eupen, c'est-à-dire Néau, soit partout consacré officiellement?», zo vroeg senator Renard.

Waarop de minister antwoordt: «Il ne m'appartient pas de changer le nom d'une commune. Seul le pouvoir législatif a compétence pour le faire. Le nom d'Eupen étant consacré par tous les documents officiels, il ne peut être modifié que par une loi.»

Het is duidelijk, Mijnheer de Minister, dat de naam der nieuwe te fusioneren gemeenten niet mocht bepaald worden bij koninklijk besluit. U had in de huidige bekrachtigingswet een speciaal artikel of artikelen moeten wijden aan de namen van de gefusioneerde gemeenten. Het Parlement had daarover moeten stemmen en eventueel discussiëren, amenderen, wijzigen of splitsen. Wij zouden dan tenminste nog een embryo van onze parlementaire bevoegdheden hebben overgehouden.

Mijnheer de Voorzitter, mijn spreektijd is stellig voorbij, maar ik wil deze tribune toch niet verlaten zonder ook mijn waarschuwing te voegen bij deze van degenen die mij op deze tribune zijn voorgedaan.

Mijnheer de Minister, u bent zeker een vriendelijk en hoffelijk man en, wat ik bijzonder in u waardeer, u verliest nooit uw goed humeur.

Wat u hier doet met uw wet betreffende de fusies is een autoritaire machtsgreep. U beschikt over een volgzame meerderheid die bereid wordt gevonden — ik beklaag ze ervoor — de rol te spelen van marionetten. U trekt aan de touwtjes, en zij knikken en zeggen ja in hoor.

M. Hambye. — Vous faites la même chose.

De heer Rombaut. — Maar als de regering voortgaat af te glijden naar autoritaire praktijken, dan komt misschien vrij vlug het moment dat de meerderheid van de bevolking zal bewijzen dat zij nog niet bereid is zich te laten muilbanden. Dat bewijs zou wel eens hard kunnen aankomen.

De heer Van Hoeylandt. — Dat ogenblik is al gekomen.

De heer Rombaut. — Ik zal de eerste zijn om het te betreuren, maar u zal het hebben uitgelokt. (*Applaus op de socialistische banken en op sommige banken van de Volksunie.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Persyn.

De heer Persyn. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, geachte collega's, ik zal tamelijk kort zijn omdat ik niet wil herhalen wat reeds door andere sprekers is gezegd.

Ik kom terug op een parlementaire vraag die ik op 18 december 1974 heb gesteld en die verschenen is in het nr. 14 van het bulletin van *Vragen en Antwoorden 1974-1975*, op 7 januari 1975. Op die vraag, nr. 45, «Betreft: Gemeentefusies. Nieuwe voorstellen,» werd in de Kamer herhaaldelijk gezinspeeld. Zij luidt als volgt: «In verschillende gemeenten werden raadsbesluiten getroffen in verband met fusievoorstellen die sterk afwijken zowel van het plan Costard, het plan van de provincie als van dat van het ministerie van Binnenlandse Zaken.

» Zal of kan tot nieuwe consultaties overgegaan worden door deze nieuwe voorstellen te doen? Naar ik meen is dit niet in de wettelijke voorschriften voorzien. Indien ja, welke instanties zullen er dan geraadpleegd worden?» Het antwoord luidt letterlijk:

«De bedoeling van de wetgever is geweest dat de voorstellen van de heer minister van Binnenlandse Zaken, betreffende gebiedswijzigingen, onderworpen zouden worden aan het advies van de betrokken gemeenteraden en van de bestendige deputatie (art. 2 van de wet van 23 juli 1971). Die voorstellen kunnen alternatieven inhouden of de basis van tegenvoorstellen zijn.

» Indien een gemeente, in het raam van de officiële consultatieprocedure, een geheel nieuwe herstructureringsformule voorstaat, waarover andere hierbij betrokken gemeenten en/of de bestendige deputatie zich niet hebben uitgesproken, zou artikel 2 van de bovengenoemde wet niet nageleefd zijn, wanneer de regering de nieuwe formule zou aanhouden zonder de andere gemeenten en/of de bestendige deputatie te hebben geraadpleegd.»

Mijnheer de Minister, u weet het zo goed als ik, in talrijke gevallen is het antwoord op deze parlementaire vraag helemaal niet geëerbiedigd. Sta mij toe enkele citaten aan te halen. In *Federaal* verscheen op 21 november 1975 een artikel onder volgende titel: «Dank zij ongrondwettelijke wet... Regeren met diktaten. Een procedure, de regering Leo tindemans onwaardig!»

Ik heb hier ook een samenvatting van reacties en stellingnamen waaruit ik het volgende voorlees:

«Ir. Boom (voorzitter Belgische Boerenbond) kant zich tegen de fusies omdat zij het landelijk karakter van de gemeenten zullen verstoren en de verstedelijking in de hand zal werken.»

«Volksvertegenwoordiger Van Damme (Brugge) spreekt zich op de jaarlijkse vergadering van het Verbond voor Heemkunde te Varsenare tegen de voorgestelde fusies als zijnde in hun huidige vorm ondemokratisch en ongewenst. Hij gaf de verzekering in het publiek dat hij tegen de voorgestelde fusies zal stemmen in het Parlement, zelfs indien de partijdiscipline zou spreken.»

«Volksvertegenwoordiger L. Niemegeers (Zwijnaarde) bevestigt op de gemeenteraadszitting van 25 september 1975 te Zwijnaarde dat hij tegen de voorgestelde fusies zal stemmen.»

«Prof. Dr. M. Storme (jurist en C.V.P.-provincieraadslid): De fusieprocedure is flagrant in tegenstrijd met de Grondwet, zeker met de geest en zelfs met de letter. In een brief van 3 oktober 1975 gemeentebestuur van Westkerke.»

«Em. Van Cauwelaert in *Het Volk* van 16 september 1975: Wat de overheid onder dwang moet toestaan, wordt nooit gewaardeerd.»

«Europees Handvest der Gemeentelijke vrijheden: Het grondgebied van de gemeente zou niet mogen gewijzigd worden zonder een wettelijke procedure die de raadpleging van de betrokken bevolking voorziet.»

En dan heb ik nog niet de uitspraken aangehaald van verschillende C.V.P.-parlementsleden die zich voor of tegen de voorgestelde fusie van sommige gemeenten met Kortrijk hebben uitgesproken. Al de citaten die ik hier heb aangehaald komen van mensen uit de rangen van de meerderheidspartijen. Ze hebben dus hun eigen woorden ingeslikt.

In *De Telegraaf* van woensdag 16 juli 1975 leest men het volgende opschrift: «Kabinet wil grote steden splitsen.» Men spreekt in dit artikel over het verminderen van de bevolking en de oppervlakte.

Ik had gezegd zeer kort te zullen zijn en ik zal dan ook met het volgende besluiten.

Wij gaan onvermijdelijk naar het begin van de afschaffing van de gemeentelijke autonomie. Vorige week heeft de heer minister van Binnenlandse Zaken hier bij de bespreking van zijn begroting verklaard dat in elk geval aan de autonomie van de gemeenten niet zou worden geraakt. Ik vraag me af of de fusies, met alle gevolgen vanden in verband met machtsverdracht en personeelsbenoemingen, de autonomie zullen aantasten, ja of neen.

Ik kan de fusies niet beter vergelijken dan met een dierenverkoop. Als de koop van een koe of een paard gesloten is, zegt de verkoper: «Veel geluk met het beest» en de koper antwoordt: «Veel geluk met het geld». Met geld bedoel ik hier macht.

Het is voor niemand een geheim dat in West-Vlaanderen — ik spreek over die provincie, omdat ik ze het best ken — heel wat fusies werden bekooktoofd achter rijkgevolde feesttafels. Het zou interessant zijn na te kunnen gaan hoeveel flessen champagne, kreeften en ribstukken er gesneuveld zijn om een of andere fusie erdoor te krijgen.

De heer A. Bogaert. — Daarom bent u zo gelukkig dat u Zwevezele ten geschenke hebt gekregen.

De heer Persyn. — Als men inderdaad aan de gemeente Wingene de gemeente Zwevezele ten geschenke heeft gegeven, dan zullen we daar plezier aan beleven, want dit is een onbestuurbare gemeente op dit ogenblik, zowel op het financiële als op andere vlakken.

De heer Leynen heeft er gisteren de nadruk op gelegd dat de fusies nu tot stand moeten komen, omdat er dan nog acht maanden overblijven om de gemeoederen te bedaren. Laat ons hopen dat het roer stevig in handen zal worden genomen, want of de gemeoederen zullen bedaren, blijft voorspellen een vraagteken en zal afhangen van de «fusieopstandelingen».

Het is onvermijdelijk dat heel wat burgemeesters en heel wat schepenen — men noemt het de strijd van de sjerpen, hoewel het meer een strijd is van vele mensen die zich met tijd en geld hebben ingezet om van hun gemeenten iets te maken — de uitroep *dies irae* zullen aanvatten. Ze zullen misschien begeleid worden door Vlaamse volkszangers, zoals Tambour, de Elegasten, Willem Vermandere, die aan de kerktorens het *dies irae* zullen zingen van onze degelijk gestructureerde gemeenten. Wij kunnen dat alleen maar betreuren. (Applaus op de banken van de Volksunie.)

M. le Président. — La parole est au ministre de l'Intérieur.

M. Michel, Ministre de l'Intérieur. — Monsieur le Président, mes chers collègues, je répondrai à l'ensemble des interventions traitant des plans constitutionnel et juridique. Certains orateurs ont évidemment été amenés à s'écarter quelque peu du sujet. M. Persyn vient, notamment, de me poser une question parlementaire relative aux consultations. Le Sénat ayant prévu un débat à ce sujet, il me semble prématuré de l'aborder maintenant. Je préfère me limiter aux problèmes qui viennent d'être traités en essayant d'être le plus complet possible.

Je tiens tout d'abord à remercier très vivement le rapporteur, M. Vanackere, de sa collaboration dans un domaine particulièrement complexe. Il a mis à notre disposition, et je l'en félicite, un document auquel, dans l'avenir, nous pourrions nous référer.

Je pourrais, dans ma réponse, être très bref et vous renvoyer à l'exposé et aux conclusions de M. de Stexhe qui, en quelque sorte, constituent une réponse au discours de fond de M. Pierson.

Par respect pour le Sénat, je tiens néanmoins à donner le point de vue du gouvernement.

La plupart des orateurs qui s'opposent à la thèse du gouvernement défendent longuement hier par M. de Stexhe, se réfèrent à l'exposé de M. Pierson qui constitue indéniablement un monument juridique. Si je ne puis me rallier à son point de vue, je reconnais cependant qu'il est parfaitement logique, compte tenu de la thèse qu'il défend.

Plusieurs orateurs dont MM. Van Bogaert, Calewaert, Jorissen, Rombaut, ont abondé dans le même sens. Je leur répondrai en cours d'exposé, mais j'analyserai plus particulièrement le discours de M. Pierson, parce qu'il constitue la pierre angulaire de la thèse défendue par l'opposition.

Je poserai une première question: la délégation, par le Parlement, de pouvoirs normatifs à l'exécutif est-elle admise par la Constitution et dans quelle limite?

Je voudrais, en guise d'introduction, refaire l'historique de cette délégation de pouvoirs.

Le Centre d'Etudes pour la réforme de l'Etat avait déjà étudié cette question et, dès avant-guerre, s'était exprimé comme suit:

«La Constitution réserve au seul législateur le droit de modifier les limites des communes. Il appartient donc aux Chambres d'ordonner les fusions jugées nécessaires.

» Nous sommes cependant en une matière où les cas d'espèces présentent chacun des traits originaux et devraient être traités séparément. Manifestement, le Parlement ne peut étudier les uns après les autres, tous les problèmes d'application que pose chaque fusion. Il doit voter une loi de cadre dans laquelle il fixe en toute

souveraineté les principes généraux de la réforme et laisse au gouvernement le soin de statuer sur les modalités d'application. »

Cela est une première réponse à M. Rombaut qui prétendait qu'il eût été préférable de laisser le mouvement de fusions des communes se réaliser progressivement.

Dès 1937-1938, on avait déjà conscience de la nécessité d'une opération d'ensemble et du fait que le pouvoir législatif ne pourrait mener cette œuvre à bonne fin.

Nous cheminons alors et arrivons en 1960, après une césure causée par la guerre et, croyez-le bien, l'occupant ne nous a pas facilité les choses, bien au contraire. Par ses maladresses et par une volonté autoritaire, il a détruit le cheminement normal de l'opération des fusions de communes. Il faut attendre jusqu'aux années 60 pour voir renaitre ce mouvement.

Je ne reviendrai pas, car le texte vous en est connu, sur l'avis donné en 1960 par le Conseil d'Etat, et que MM. Pierson et de Stexhe ont lu à cette tribune.

A l'occasion d'une opération de fusions que le gouvernement de l'époque voulait annexer au budget du ministère de l'Intérieur, le Conseil d'Etat a émis un avis dont je vous livre un extrait: «A cet égard, il a été observé que le projet n'exclut pas formellement le vote article par article. Il tend cependant à éluder l'application normale de l'article 41 en prévoyant que les Chambres législatives seront saisies d'un ou plusieurs projets comportant un article unique pour les fusions de communes et les modifications de limites communales relatives à l'année en cours.»

A l'époque, je le répète, on avait donc envisagé de rattacher des trains de fusions de communes au budget du ministre de l'Intérieur. Il était prévu dans la *ratio legis* d'une loi qui n'a finalement pas vu le jour, qu'on n'ouvrirait pas de débat à ce sujet. Lors de l'examen du budget, on aurait évidemment pu discuter du problème des fusions et même entrer dans les détails. Mais le but du gouvernement de l'époque était d'en faire un simple appendice du budget de l'Intérieur auquel on répondait par «oui» ou par «non». Cette voie n'a pas été suivie.

L'important est que le gouvernement de 1961, en connaissance de cet avis du Conseil d'Etat, qui n'est peut-être pas un modèle du genre, mais qui était sévère et qui a surtout le mérite d'exister, le gouvernement a remanié son texte et a repris pratiquement les termes du projet de 1960 en en constituant un chapitre de la loi dite «unique».

Le ministre René Lefèvre a donné, lors de la présentation du projet à la Chambre, quelques explications que j'extrait du rapport de M. Van Den Eynde.

«Afin d'éclairer aussi complètement que possible MM. les commissaires, il semble nécessaire de rencontrer d'abord de près que possible les remarques formulées par le Conseil d'Etat.

» Il y a lieu de préciser tout d'abord que deux solutions dites normales auraient pu être envisagées: une loi de cadre ou une loi des pouvoirs spéciaux.

» La première se heurte de front au prescrit de l'article 3 de la Constitution; la seconde serait plus défendable constitutionnellement.

» De ce fait un moyen terme a pu être recherché et c'est ainsi que le projet actuel prévoit que toute la procédure se déroulera sur le plan gouvernemental, mais que la mesure ne deviendra exécutoire qu'après la ratification par le Parlement.

» Il est donc impossible au Roi, au moyen d'arrêtés royaux normaux, de modifier les limites territoriales.

» Une loi de pleins pouvoirs serait un moyen constitutionnellement plus défendable: les arrêtés royaux auraient force de loi. »

Le rapport de M. Neybergh du 2 février 1961 reproduit une déclaration formelle du ministre de l'Intérieur de l'époque, déclaration que je vais vous lire parce qu'elle sera reprise par tous les ministres de l'Intérieur qui se succéderont et qui devront présenter au Parlement des opérations de fusions de communes.

«Le ministre déclare que les arrêtés constitueront des décisions ministérielles sur lesquelles les Chambres auront à se prononcer par oui ou par non.

» Les décisions, telles qu'elles seront présentées, ne pourront être amendées: ce sera l'approbation ou le rejet des arrêtés royaux.

» Il doit être bien entendu que c'est la loi qui modifiera les limites des communes ou fusionnera des communes limitrophes et non les arrêtés.

» Le texte vise une mission dont le Parlement charge le gouvernement mais cette initiative ne supprime pas la procédure actuelle qui est lourde et lente.

» Plusieurs commissaires appuient cette déclaration. »

Dans leurs interventions successives les ministres de l'Intérieur ont souvent rappelé ce texte, parfois même de manière encore plus nette. L'honorable M. Harmegnies affirmera même sans ambages que c'est par un oui ou non que les Chambres devront se prononcer et que les textes ne pourront être amendés; il ajoutera, il est vrai, que tout amendement serait irrecevable.

En ce qui me concerne, chaque fois que je parlais d'irrecevabilité, je visais une irrecevabilité relative à la volonté du législateur, à la ligne de conduite qu'il s'est imposée. Tel est le sens de l'irrecevabilité dont on peut parler en la présente espèce.

Historiquement, le droit d'amendement et le droit de division ne se sont jamais introduits à l'intérieur d'un arrêté royal de fusion. Toutefois, au cours des débats, on a parfois pu voir le gouvernement retirer certains arrêtés ou certains chapitres précis parce qu'il sentait qu'ils ne seraient pas ratifiés par le Parlement.

Disons-le encore: tout cela s'est fait en parfaite connaissance de l'avis du Conseil d'Etat de 1960. Par la suite, étant donné l'avis existant, une nouvelle consultation du Conseil d'Etat était inutile.

J'en viens maintenant à ce que j'appellerai le fondement constitutionnel.

M. Leroy a développé hier une thèse fascinante qui pourrait me servir de ligne de conduite et, par là même, me faciliter la tâche.

La thèse de l'honorable membre est beaucoup plus radicale que celle du gouvernement et de la plupart des membres de la majorité. Selon M. Leroy, le privilège de l'exécutif se retrouve dans l'opération de fusions de communes par la mission qui est la sienne et qui fait l'objet d'un entérinement du législatif.

Je voudrais bien suivre M. Leroy car, en demandant au Parlement de se prononcer par oui ou par non, je n'aurais rien à justifier. Mais je crois que M. Leroy oublie — et c'est la faille de son raisonnement — la loi de 1971 qui fait suite à celle de 1961 et qui ne semble pas entendre les choses dans le même sens.

Cette thèse fascinante est en fait un peu simpliste, car elle ignore l'action du législateur qui a procédé, lui, par délégation d'une mission à l'exécutif, ce qui se situe entre la loi de cadre et la loi de pouvoirs spéciaux.

Le fondement constitutionnel a été longuement développé par M. de Stexhe. Je ne le reprendrai donc pas en détail.

Hier encore, M. de Stexhe a repris les différents textes de la Constitution qui font allusion à l'action du législateur. Il a relevé notamment l'expression «ne pourront être établis ou déterminés que par une loi» et celle de «par la loi». Il a exposé la portée de l'assentiment prévu à l'article 68 en matière de traités internationaux et a établi une comparaison entre cet assentiment et la mission, actuellement analysée, du gouvernement qui en présente les résultats au législateur. Il a développé la signification des termes «en vertu d'une loi», qui avaient également été analysés par le président de la Chambre lors des débats devant cette assemblée.

C'est effectivement en fonction de cette expression que sont réglées diverses matières, notamment les serments, les jugements, les prononcés des tribunaux. Dans les cas où la Constitution impose que certaines décisions soient prises «en vertu d'une loi», un autre pouvoir dispose de l'autorité soit normative, soit exécutive, soit judiciaire.

Ainsi que M. de Stexhe l'a très bien exposé, le législateur s'est réservé, dans la loi de 1971, deux interventions: une intervention de base qui engage et organise l'action du gouvernement et une intervention finale de ratification.

On peut regretter certains aspects de cette loi de 1971 qui a donné un pouvoir au gouvernement, mais, comme le soulignait hier M. Lahaye, ce n'est pas le procès de cette loi que nous devons faire ici. On peut estimer que le gouvernement dispose de trop de pouvoirs dans l'opération de fusions ou aboutisse à des résultats qui ne plaisent pas ou laissent certaines régions sur leur faim. D'aucuns auraient, en effet, souhaité voir organiser autrement certaines fusions. Mais la loi existe et elle a été votée à l'unanimité, je crois, en 1971 par la Chambre et le Sénat.

Le texte de cette loi procède en réalité du pouvoir délégué par la Constitution et nous devons nous raccrocher à un texte législatif.

Dans le cas de fusions de communes, quels pouvoirs a-t-on délégués à l'exécutif?

Si je ne rejoins pas à ce propos la thèse fascinante de M. Leroy, j'en reprends cependant l'élément suivant. Le législateur dans la loi de 1971 confie à l'exécutif la mission de réaliser les fusions.

J'ai été frappé de ce que M. de Stexhe, dans la ligne des excellents juristes, se soit toujours reporté au texte même de la loi. C'est ce qu'on enseigne aux jeunes avocats lorsqu'ils commencent à plaider et doutent de l'interprétation d'un texte.

Vous avez pris la peine, Monsieur de Stexhe, de relire le contenu de l'article premier qui confie à l'exécutif, au Roi, le pouvoir de réaliser les fusions. Il ne s'agit pas d'une lapalissade, mais du texte même. Vous avez bien fait de rappeler cette notion élémentaire qui constitue la base de nos réflexions en ce qui concerne la ratification du plan de fusions présenté au Parlement.

Vous l'avez bien rappelé, Monsieur de Stexhe.

A l'occasion de la ratification de l'autre aspect de l'intervention du législateur, la question se pose de savoir si le pouvoir exécutif, en 1975, a abusé du pouvoir délégué, en présentant un arrêté unique de toutes les fusions de communes.

Il est vrai que les lois de ratification des arrêtés royaux de fusion pris entre 1961 et 1971 en application de la loi de 1961 furent présentés de telle manière que chaque fusion fit l'objet d'un arrêté royal et d'un article distinct du projet de loi de ratification.

Nous remarquons par ailleurs que la loi de 1971 en son article 3 stipule que «les arrêtés royaux» visés à l'article 1^{er} sont soumis à la ratification des Chambres législatives. N'oublions pas que la formule «arrêtés royaux» peut s'appliquer tant à l'arrêté royal soumis aujourd'hui à la ratification du Parlement, qu'à tous les arrêtés royaux qui pourront encore intervenir jusqu'au 31 décembre 1982, période pendant laquelle la loi de 1971 s'applique.

Il est donc normal que la formule au pluriel ait été utilisée puisqu'elle s'applique non seulement à l'arrêté royal qui est soumis aux Chambres, mais également à tous ceux qui pourraient leur être présentés en application de la loi de 1971.

Mais il s'agit là de la forme. L'explication fondamentale est la suivante: Jusqu'à la loi de 1971 la procédure des fusions appliquée dans ce pays fut celle d'une réalisation «par grappes». La première fois, en 1972, une consultation générale intervint par le canal des gouverneurs à l'adresse de toutes les communes du pays au sujet d'un plan d'ensemble.

En 1972 donc, un de mes prédécesseurs transmettait à chacun des gouverneurs de ce pays un plan d'ensemble de fusions, qui, à l'époque, fut soumis aux conseils communaux. C'est donc bien dans la ligne tracée par tous mes prédécesseurs et dans celle des déclarations faites par le Centre de recherches pour la réforme de l'Etat en 1967 qu'une opération d'ensemble est en route.

Mon prédécesseur immédiat, M. Close — M. de Stexhe l'a rappelé hier —, avait, lui aussi, proposé une opération globale selon une autre méthode qui lui est propre et qu'il décrira éventuellement devant le Sénat. Mais il s'agissait déjà d'une opération d'ensemble dont l'aboutissement était fixé à 1976. Qu'on ait procédé de telle manière que chaque fusion fût l'objet d'un arrêté distinct ou par la présentation d'un plan global, comme dans le cas présent, le résultat était que, pour 1976, nous devions arriver à une restructuration de l'ensemble du territoire sur le plan communal. (*Interruptions sur les bancs socialistes.*)

Non, Messieurs, je ne joue pas sur les mots. Je suis suffisamment prudent pour respecter la pensée de mon prédécesseur sans la «torturer».

Le 11 juin 1974, lors de la déclaration du nouveau gouvernement Tindemans, ce dernier annonce en matière de fusion une nouvelle formule et déclare «sa ferme résolution de procéder au maximum de fusions de communes avant les élections communales de 1976, ces fusions se faisant suivant des plans d'ensemble».

C'était donc bien la situation dans laquelle nous nous trouvions, au moment où le gouvernement préparait son programme et le présentait au Parlement.

Il faut admettre que la présentation d'un plan complet de fusions, englobant la quasi-totalité du territoire, devient un projet unique d'où il n'est pas possible de soustraire un ou plusieurs fragments de territoire en votant séparément par oui ou par non sur chaque fusion particulière.

On peut comparer cet ensemble, comme l'a fait hier M. de Stexhe, à un tricot auquel une maille ne pourrait être ajoutée sans toucher au reste du travail. Il s'agit d'une opération globale dont toutes les composantes doivent refléter une image cohérente.

Dans le cas où une seule fusion seulement serait rejetée, cela imposerait dans l'avenir une procédure parlementaire qui nécessairement obligerait à modifier par une autre loi une ou plusieurs entités déjà fusionnées et on entrerait dans un processus législatif qui entraînerait la destruction d'un projet d'ensemble cohérent.

Le problème n'aurait pas été différent, on l'a rappelé hier dans cette assemblée, si le gouvernement avait présenté un arrêté royal par province ou un arrêté royal par arrondissement électoral. Je n'ai d'ailleurs jamais prétendu que le système d'étude de base par province était le meilleur. C'est une méthode de travail. Si le projet

avait été présenté par province ou par arrondissement électoral on se serait trouvé exactement devant la méthode de discussion globale, avec la perspective de devoir recommencer le tout si dans une province ou dans un arrondissement électoral, un plan de fusion était rejeté. Toutes les parties du plan sont interdépendantes et reflètent un ensemble cohérent.

Plusieurs intervenants, dont MM. Pierson et Vandezande, ont parlé de la modification des limites de provinces. Beaucoup posent la question de savoir si le Roi est autorisé par la loi de 1961 et celle de 1971 à modifier les limites des cantons et celles des arrondissements lorsque la modification des limites de communes fusionnées entraîne ce résultat. La réponse est affirmative.

Il serait impensable, en effet, que dans une opération généralisée de fusions, à travers le pays tout entier, des rectifications de province à province ne puissent se produire lorsqu'elles sont justifiées par l'obligation de regrouper les communes ou d'en corriger les limites.

L'opération fondamentale est la restructuration communale et la modification des limites. La modification d'une limite provinciale doit être considérée comme un accident qui résulte inéluctablement de l'opération principale voulue pour elle-même. La modification des limites de province est un accident. Le Conseil d'Etat a été consulté à ce sujet. L'avis qu'il a émis le 17 décembre 1964 à cet égard est important pour notre législation en la matière et il convient de le garder à l'esprit. En effet, en 1964, le Conseil d'Etat confirmait l'attitude du gouvernement et du législateur, adoptée en 1961, en admettant de manière définitive la mission, la délégation donnée au pouvoir exécutif. Les termes utilisés par le Conseil d'Etat en 1964 sont différents de ceux de 1960.

Au sujet du problème qui nous préoccupe plus spécialement, le Conseil d'Etat a émis l'avis que le législateur a, par les articles 91 et 92 de la loi du 14 février 1961, permis au Roi d'arrêter, sous réserve de sa ratification, des modifications à des limites communales qui coïncident avec des limites de cantons, d'arrondissements et même de provinces, lorsque ces modifications, à des limites non exclusivement communales, apparaissent comme la condition nécessaire à la réalisation d'opérations de remembrement de certains territoires communaux.

Ces modifications à des limites non exclusivement communales doivent être expressément déterminées dans les arrêtés royaux à soumettre à la ratification du législateur.

Si lesdits arrêtés royaux tendent à apporter des changements à des limites communales coïncidant avec des limites de provinces, la députation permanente de chacune des provinces intéressées doit être consultée.

Nous reviendrons demain sur le problème des consultations qui fera l'objet d'un chapitre distinct soumis à l'attention du Sénat. Ce principe n'a jamais été contesté, puisqu'en 1970 des modifications de limites de provinces ont été proposées dans le cadre de l'opération des fusions de communes. Des transferts ont été opérés entre les provinces de Brabant et de Limbourg et l'on a modifié les limites des provinces en plaçant des communes de part et d'autre de ces limites.

Le nombre plus grand d'opérations de transfert dans le projet actuel, qui peut frapper le législateur, découle de l'opération d'ensemble à travers le territoire. Une simple comparaison suffit à montrer qu'on a pratiqué quelques opérations limitées à l'époque, mais qu'on en pratique beaucoup plus maintenant, parce que l'opération est générale dans tout le pays.

Une question se pose dans la ligne de ce que je viens de dire : le Parlement peut-il reprendre les pouvoirs délégués à l'exécutif ?

Ici, je ne serai pas du tout du même avis que M. Pierson.

Le Parlement peut-il reprendre à l'exécutif les pouvoirs normatifs qu'il lui a délégués ? Si je suivais la thèse de M. Leroy, encore une fois, je dirais que ce n'est pas nécessaire. Il est peut-être dommage qu'on n'y ait pas songé plus tôt. Voici les précisions que je puis vous donner à ce sujet : la question a été débattue au Sénat en 1968 et est développée dans un rapport de M. Hambye du 6 février 1968.

A propos d'une proposition de loi Jorissen tendant à faire modifier par le législateur divers arrêtés royaux pris par le Roi en exécution de diverses lois, le Conseil d'Etat a été consulté.

Voici la réponse du Conseil d'Etat, page 7 du rapport :

« La réglementation que la proposition de loi déposée au Sénat tend à modifier trouve son fondement dans les textes légaux précités, lesquels, on le voit, peuvent être classés en deux groupes distincts selon que les pouvoirs qu'ils confèrent au Roi sont de compétence liés ou non.

» Dans les deux cas il s'agit de pouvoirs attribués au Roi par le législateur en conformité de l'article 78 de la Constitution. Le législateur peut les lui retirer en tout ou en partie. Mais la réduction

des pouvoirs du Roi suppose en tout état de cause une modification de la loi qui les a attribués. Cette modification peut être soit expresse, soit implicite.

» En modifiant pour certaines communes la liste de classification des communes établies par le Roi, le législateur enlève à celui-ci ses pouvoirs à l'égard desdites communes et modifie ainsi, implicitement, la loi par laquelle il lui a attribué une compétence générale en la matière.

» Pareille modification a pour effet de réduire, pour le futur, les pouvoirs du Roi. »

M. Pierson. — Et immédiatement, par des transformations.

M. Michel, Ministre de l'Intérieur. — Non, Monsieur Pierson, vous ne pouvez imaginer un seul instant que dans le cadre d'un mandat qui a été donné vous puissiez, pour le passé, modifier les termes de ce mandat.

M. Pierson. — Pas pour le passé. Mais pour le présent, dans l'hypothèse même où la loi intervient pour changer une classification de communes. Ces communes se trouvent automatiquement classées dans une autre catégorie. La loi étant intervenue pour le futur, vos pouvoirs sont diminués, mais dans le présent, la décision sort ses effets.

M. Michel, Ministre de l'Intérieur. — Je regrette beaucoup. Dans l'opération de fusions de communes qui nous est soumise, et ce n'est pas tout à fait le même sujet...

M. Pierson. — D'accord.

M. Michel, Ministre de l'Intérieur. — Sur ce point-là, nous nous comprenons. J'ai déjà dit tantôt qu'il ne s'agissait pas exactement de la même chose. Dans l'opération de fusions de communes qui nous est soumise, disais-je, il est certain que dès que le gouvernement apporte au législateur, après un travail terminé en ce qui le concerne, l'arrêté royal de fusion soumis à la ratification, on ne peut revenir en arrière et reprendre la mission pour le passé ou pour le présent. D'ailleurs, le législateur dispose ici de l'arme qu'il s'est réservée : sa seconde intervention, qui est le pouvoir de ratifier ou de rejeter. C'est cela que le législateur est appelé à faire. Si le gouvernement ne s'y prête pas, il ne peut pas détruire ou modaliser la mission accomplie. Il peut la rejeter.

Autre question : le Parlement peut-il modifier les dispositions normatives prises par l'exécutif en vertu des pouvoirs délégués ? Cela concerne notre objet. Oui, il peut le faire, mais seulement lorsqu'elles ont acquis force de loi. Ce n'est qu'après que le législateur pourrait modifier la fusion de communes telle qu'elle ressortirait de l'opération engagée aujourd'hui. Le législateur peut évidemment y revenir. C'est son droit.

Une modification n'est pas pensable aussi longtemps que le pouvoir normatif reste délégué. Le pouvoir que le Parlement a délégué à l'exécutif n'appartient plus au premier. On peut le regretter, Monsieur Lahaye, comme vous l'avez dit hier, mais c'est la loi, c'est la ligne de conduite qu'il s'est imposée qui est la loi et qu'il a voulue à un moment donné.

Dès l'instant où le pouvoir a été exercé valablement par le second, le Parlement n'a pas d'autre pouvoir que celui qu'il s'est réservé, à savoir la ratification ou le refus de celle-ci. Si par le mécanisme parlementaire de la loi de ratification le pouvoir législatif entreprenait d'amender ou de diviser les textes de l'arrêté royal qui lui sont soumis, le Parlement reprendrait indirectement le pouvoir qu'il a délégué. Ce serait une modification implicite et à priori de la loi de pouvoirs spéciaux. Pareille décision du législateur équivaldrait à annuler la loi de pouvoirs spéciaux et à revenir à la procédure législative ordinaire, c'est-à-dire au dépôt par arrêté royal d'un projet de loi dont chaque article est discuté, amendé et éventuellement divisé et voté.

Si le gouvernement avait eu l'idée de déposer un projet de loi selon la formule ordinaire, il n'aurait pas besoin de la loi spéciale de 1971 qui a été élaborée et votée par le législateur. Il a toujours le droit de déposer un projet de loi et de le faire voter par les Chambres, en matière de fusion comme en d'autres d'ailleurs.

Ceci signifie que dans le cas du projet de loi présenté au Sénat le pouvoir législatif peut voter par division ou amender la loi de ratification elle-même, c'est-à-dire les articles de cette dernière, pourvu que le texte de loi de ratification sorti des délibérations des Assemblées n'empiète en aucune manière sur le pouvoir délégué, c'est-à-dire n'aboutisse pas à une modification de l'arrêté de fusion proprement dit.

Si le Parlement, au contraire, amendait le texte de l'arrêté royal, ou, ce qui revient au même, le votait par division, parce qu'il y a corollaire entre la division et l'amendement, il reprendrait de façon indirecte et pour le passé des pouvoirs qu'il a délégués.

Or, le Parlement a délégué à l'exécutif, pour une période de dix ans, la mission de procéder à l'opération fusion de communes.

On peut dire qu'en vertu de la loi de 1971 le législateur a attribué au Roi des pouvoirs délégués. En vertu de cette délégation la fusion de communes n'est plus soumise à la procédure législative et, par conséquent, plus au droit d'amendement et de division, sauf pour les textes de la loi de ratification et moyennant les réserves que je viens d'exposer.

Telle est la thèse que le gouvernement émet au sujet du changement futur d'une ligne de conduite que s'est imposée le législateur.

Je me permettrai maintenant de compléter le texte général que je viens de donner par des réponses plus particulièrement à l'égard de certains intervenants.

Hier, MM. Jorissen et Van Bogaert, ce matin encore, M. Rombaut, ont parlé de l'article 108bis de la Constitution sur la suppression des fédérations périphériques.

Je n'envisage pas ici les questions et la réponse relatives aux articles 2 et 3, parce que vous en avez fait un chapitre séparé. Mais, comme vous avez posé la question de la constitutionnalité de l'attitude du gouvernement à l'égard de l'article 108bis, je répondrai maintenant sur ce point qui constitue une question juridique.

L'article 3 du projet de loi porte abrogation des articles 84, 85 et 86 de la loi du 23 juillet 1971, c'est-à-dire suppression des fédérations périphériques de l'agglomération bruxelloise.

Je prétends que ce n'est nullement contraire à la Constitution. Cette abrogation est assez conforme au texte de la Constitution. En effet, en abrogeant ces articles on supprime seulement les dispositions particulières aux fédérations périphériques; les autres dispositions générales concernant les fédérations restent inchangées.

Soulignons d'ailleurs que la loi du 26 juillet 1971 a institué les grandes agglomérations.

La loi institue les agglomérations de Liège, Gand, Anvers, Charleroi et Bruxelles sans en définir le contour géographique. Il n'empêche que les grandes agglomérations existent; cela peut échapper à l'attention et je l'ignorais avant d'avoir étudié les textes. Mais les limites géographiques ne seront déterminées que pour l'agglomération bruxelloise.

L'article 108bis de la Constitution garde dès lors toute sa portée: le législateur peut quand il le souhaite — et c'est le cas — procéder à des déterminations de contours géographiques des agglomérations et à la création éventuelle de fédérations de communes quand il l'estime utile et nécessaire, là où les entités communales peuvent être jugées insuffisantes. Je rappelle à cet égard une déclaration non ambiguë de mon honorable prédécesseur, M. Harmegnies, à qui l'on demandait, à l'occasion de la discussion de la loi de 1971, s'il voulait procéder à des fusions à l'intérieur de l'agglomération. Un pas en avant a d'ailleurs été fait par le vote de la loi de 1971. M. Harmegnies a répondu que des fusions à l'intérieur des agglomérations n'ont pas la possibilité, bien au contraire, de créer plus tard des agglomérations en leur donnant leur contour géographique. Il n'y a donc aucune incompatibilité; la suppression ou la création d'une fédération, lorsque le législateur le souhaite ou le veut, reste possible et n'attente pas du tout au prescrit de l'article 108bis de la Constitution.

M. Rombaut a parlé du nom des villes. Ce nom doit évidemment être déterminé dans l'opération de fusions puisque de plusieurs communes on en fait une. Ce n'est pas un problème nouveau, il en a déjà été tenu compte dans la législation précédente. Il est normal et inéluctable que l'arrêté royal présente, en même temps que l'entité nouvelle, le nom de celle-ci. Il est exact que certains noms de villes n'ont pas été repris comme tels. En effet, nous n'avons repris sous la rubrique des villes que celles qui en ont le titre historique. De nombreuses communes se donnent le nom de ville, sans que ce soit légal. Nous n'avons retenu dans notre texte que les villes qui ont le titre historique depuis les premières années de notre indépendance.

En ce qui concerne l'article 108bis de la Constitution, j'ai répondu il y a quelques instants.

M. Van Bogaert a parlé des articles 41 et 42 de la Constitution qui ont fait l'objet du discours de fond de M. Pierson. Il a aussi repris une idée qu'il avait déjà développée en commission et par laquelle il veut s'opposer à la légalité de notre procédure: c'est ce qu'on appelle la compétence résiduaire du législateur. Je lui ai déjà dit que j'étais

d'accord avec lui sur le fait que le législateur a la compétence résiduaire. Dans toutes ses interventions à propos de tous les articles de la Constitution, le constituant se réfère au législateur; c'est un système qu'il a adopté volontairement et par réaction au régime précédent.

Si le législateur a le pouvoir résiduaire, à mon sens, il a davantage le droit de procéder comme il le fait. Dès lors, votre argument plaide en faveur de la procédure qui a été déterminée par la loi de 1971 et retenue par le gouvernement actuel. Ayant le pouvoir résiduaire, le législateur a le droit de déléguer comme et dans la mesure où il l'entend, sans s'embarrasser davantage de contingences qui le gêneraient s'il n'avait pas ce pouvoir. Votre argument ne plaide donc pas dans le sens où vous avez voulu vous en servir.

M. Calewaert, comme d'autres orateurs, a parlé de ce qu'il appelle l'illégalité du système que nous avons employé en matière de consultation. Je crois devoir reporter ma réponse au moment où je justifierai l'ensemble de mon attitude sur les consultations.

Vous avez également rappelé les principes de la loi du 23 juillet 1971, l'objectivité et pas le caractère politique des consultations. Nous en reparlerons aussi quand j'en arriverai à ce chapitre des consultations.

Vous avez parlé de la consultation du Conseil d'Etat. M. Pierson a déposé motion dans le même sens.

Vous avez évoqué l'urgence. En effet, il est question d'urgence dans notre arrêté royal soumis à la ratification des Chambres législatives. En fait, il y a urgence parce que le gouvernement doit savoir, avant de s'engager dans le sens de la soumission au Parlement des nombreux projets concernant le personnel, les intercommunales, du transfert des biens, si le Parlement ratifie le plan des fusions.

Cela me semble être l'opération préalable indispensable. Si le Parlement rejetait ce projet — s'il disait non —, il ne serait pas utile de continuer l'examen des autres mesures législatives. Il y a donc bien urgence. Le gouvernement insiste pour que le Parlement se prononce aussi rapidement que possible au sujet de la ratification qui lui est demandée.

M. Calewaert a rappelé que l'expression «Wetgevende Kamers» signifie «les Chambres Législatives» par opposition à «Wetgevende Macht» qui signifie «pouvoir législatif», et il concluait que la procédure suivie par le gouvernement devait être plus sévère. C'est tout à fait le contraire. Je vois des signes d'approbation chez MM. de Stexhe et Hambye qui sont des juristes avertis en matière constitutionnelle. Si la ratification doit se faire, c'est uniquement devant les Chambres législatives, cela prouve bien qu'elles n'ont pas les mêmes droits que le «Wetgevende Macht», c'est-à-dire le pouvoir législatif dans son ensemble. C'est en tout cas comme cela que je l'ai compris. Je vois des juristes qui opinent dans mon sens, ma réponse semble donc entraîner l'assentiment.

M. Lagasse. — Permettez une question très précise sur ce point.

De heer Jorissen. — Mijnheer Hambye heeft nog niets gezegd.

M. Lagasse. — Ce que vous venez de dire est très important et assez inattendu. Devons-nous en conclure que le texte soumis au vote des Chambres législatives ne sera pas soumis à la signature royale?

M. Michel, Ministre de l'Intérieur. — Mais si!

M. Lagasse. — Est-ce que la troisième branche du pouvoir législatif ne doit pas intervenir?

M. Michel, Ministre de l'Intérieur. — Si, mais la ratification — c'est le terme de la loi — est soumise aux Chambres législatives. C'est le texte de la loi.

M. Lagasse. — Effectivement, certains actes sont soumis uniquement aux Chambres. Est-ce que vous défendez cette thèse?

M. Michel, Ministre de l'Intérieur. — Vous êtes un brillant juriste. Vous savez que lorsqu'il y a ratification, le projet devient loi et que lorsqu'il y a loi, il faut la signature royale. C'est évident.

M. Lagasse. — On ne voit plus la différence; alors, votre distinction ne tient plus.

M. le chevalier de Stexhe. — C'est la même chose que pour les traités internationaux. C'est l'assentiment des Chambres qui fait l'objet d'une loi. C'est l'article 68.

M. Michel, Ministre de l'Intérieur. — Voilà !

M. Calewaert a repris dans le rapport l'ensemble des déclarations au sujet des lois précédentes de 1961 et 1964. M. Pierson était intervenu dans le même sens. M. de Stexhe a répondu et je fais mien les explications qu'il a données, pour ne pas répéter l'argumentation qu'il a développée.

M. Vandezande a parlé de l'avis du Conseil d'Etat. J'ai déjà répondu sur ce point.

M. Lahaye a parlé du patrimoine privé. Je répondrai lors de la discussion du projet de loi spécial qui traitera du transfert des biens libres d'une commune à une autre ou plus exactement des comptes. Je proposerai au Parlement une dérogation à la législation précédente.

M. Lagasse, et d'autres orateurs, m'ont interrogé au sujet de la consultation des conseils régionaux.

J'ai effectivement déclaré à plusieurs reprises qu'au stade actuel de la législation, notamment au moment où l'opération de fusion de communes était envisagée, en ce sens qu'elle figure dans la déclaration gouvernementale du 12 juin 1974, il n'existait pas encore de loi sur la régionalisation. Toutefois, si je me réfère au texte de la loi actuelle relative à la régionalisation, il n'est pas obligatoire de consulter les comités ministériels régionaux ou les conseils régionaux. Je l'ai fait et comme la jurisprudence, dans ce domaine, comme dans d'autres...

M. Lagasse. — Vous avez donc consulté les conseils régionaux ?

M. Michel, Ministre de l'Intérieur. — J'ai consulté les comités ministériels régionaux. La jurisprudence dans ce domaine, comme dans d'autres, et notamment en droit public, fait que ce qui constitue, en quelque sorte, une consultation non obligatoire, devient une habitude dont on peut difficilement se passer, et compte tenu de la collaboration et de la qualité du travail fournies par ces comités, il sera, à mon sens, nécessaire, voire indispensable, à l'avenir, de les consulter et de leur faire faire le travail de base.

Une jurisprudence s'est donc en fait instaurée et si, dans l'avenir, la loi est revue, elle devra normalement en tenir compte et une évolution devra se faire dans ce sens. En effet, au sens juridique du terme, la consultation n'est pas nécessaire dans la mesure où il s'agit de l'ensemble du territoire, un seul arrêté royal couvrant cet ensemble, sauf l'agglomération bruxelloise. Le mot « ensemble » signifie que la généralité est concernée.

M. Lagasse. — Je vous mets en garde, Monsieur le Ministre, vous parlez du sens juridique.

M. Michel, Ministre de l'intérieur. — C'est ainsi qu'un juriste doit l'entendre, Monsieur Lagasse.

Je répète qu'au sens juridique du terme, il ne fallait pas procéder à cette consultation, on l'a fait et le travail fourni par ces comités régionaux nous est apparu à ce point indispensable et nécessaire qu'il devra normalement se poursuivre dans l'avenir.

Je crois avoir ainsi répondu à l'ensemble des interventions qui m'ont été adressées.

M. Persyn, le dernier intervenant, a parlé d'atteinte à l'autonomie communale. Dans ce domaine, nos avis diffèrent totalement car je crois au contraire que dans la mesure où les communes seront plus grandes, plus fortes, et constitueront par voie de conséquence, un interlocuteur valable face au pouvoir central, la thèse selon laquelle il serait porté atteinte à l'autonomie communale me paraît indéfendable. Que vous le reprochiez au législateur de 1971 — et vous comme nous êtes visés en l'occurrence —, sur le plan doctrinal, je pourrais le comprendre mais la loi qui vous est proposée accorde aux communes, une autonomie au moins aussi respectable que celle dont elles jouissaient auparavant. J'y reviendrai encore en cours de discussion et j'exposerai l'optique du gouvernement en ce qui concerne l'avenir des communes et les tâches qui leur seront confiées. A mon sens, il ne s'agit absolument pas d'absence, mais plutôt d'un renforcement de l'autonomie communale.

Je n'ai pas répondu, Mesdames, Messieurs, à toutes les questions qui m'ont été posées car certaines débordaient du cadre fixé limitativement par la discipline de votre assemblée. J'y reviendrai lorsque nous discuterons notamment des intercommunales. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

M. le Président. — Messieurs, trois orateurs désirent s'inscrire pour intervenir maintenant, mais nous devons interrompre ce débat à 11 heures et demie pour entendre les interpellations. Vous convient-il, dès lors, de poursuivre cette discussion pendant cinq minutes et de la reprendre à 14 heures ?

M. Pierson. — Il serait préférable, je crois, de reporter ces interventions à 14 heures et de grouper ces brèves répliques avec le vote sur la motion de renvoi au Conseil d'Etat.

M. le Président. — L'orateur qui le désire peut intervenir maintenant brièvement.

M. Lagasse. — J'aurais voulu, Monsieur le Président, reposer certaines questions auxquelles il n'a pas été répondu. Je pense que cinq minutes me suffiront, mais je tiens, cette fois, à obtenir une réponse.

M. le Président. — La meilleure manière d'obtenir une réponse, c'est encore de poser la question. (*Sourires.*)

Monsieur Lagasse, vous avez la parole.

M. Lagasse. — Monsieur le Ministre, l'essentiel de votre thèse est que la loi de 1971, a prévu — à tort ou à raison, on peut le regretter mais il faut le constater, avez-vous dit — une délégation à l'exécutif du pouvoir de fusionner les communes. Vous citez l'article premier de la loi qui stipule que le pouvoir de réaliser ces fusions aurait été transféré au Roi. En soutenant cette thèse, ne perdez-vous pas de vue l'article 3 de ladite loi qui prévoit que les arrêtés royaux sont soumis à la ratification des Chambres législatives et n'entrent en vigueur qu'après avoir acquis force de loi ?

Le législateur s'est donc réservé l'essentiel et plus spécialement le privilège de fixer l'entrée en vigueur des mesures préparées par le pouvoir exécutif. C'est, en effet, un privilège de la loi que de déterminer le moment de l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions normatives.

Le législateur aurait pu se dessaisir de cette responsabilité, il l'a fait en certains domaines, mais il a refusé de le faire en la circonstance. Pour moi, on n'a pas le droit de parler du transfert du pouvoir normatif, lorsque, très expressément, le législateur se réserve le droit de fixer le moment de l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions.

A ce sujet, Monsieur le Ministre, je voudrais que vous donniez une réponse précisée à une question, que, il est vrai, je n'ai pas posée hier, mais qui a été évoquée en commission.

Comment justifiez-vous l'article 498 de l'arrêté royal du 17 septembre dernier ? Cet article 498 commence par ces mots : « Le présent arrêté entrera en vigueur le jour de la publication de la loi de ratification. » C'est une disposition superflue puisqu'elle ne fait que répéter ce qui est prévu dans l'article 3 de la loi de 1971.

Or, à l'article 498, vous ajoutez : « Toutefois les dispositions de l'article premier ne sortent leurs effets que le jour de l'installation du nouveau conseil communal issu des élections de 1982. »

Sur ce point, l'arrêté royal a dépassé les pouvoirs qui avaient été conférés par la loi de 1971.

Je vous demande donc si, sur ce point, vous ne seriez pas disposé à interroger le Conseil d'Etat.

Monsieur le Président, cette question que je pose au ministre, je vous l'adresse également parce que nous nous trouvons devant un problème juridique délicat. Pour moi, la réponse est claire. Mais je suis assez surpris que, jusqu'à présent, le gouvernement ne se soit pas prononcé explicitement sur la légalité de cet article 498.

C'est pourquoi je dépose la motion suivante, fort brève : « Considérant que l'arrêté royal du 17 septembre 1975 détermine, en son article 498, la date à laquelle il produira ses effets et prévoit notamment que, pour la région anversoise, les effets des fusions seront reportés à 1982 ;

» Considérant qu'une telle disposition méconnaît le principe selon lequel l'entrée en vigueur des fusions de communes relève de la seule volonté du législateur (voir notamment l'article 3 de la loi du 23 juillet 1971) ;

» Le Sénat souhaite que son président prenne l'avis du Conseil d'Etat sur la légalité de l'article 498 de l'arrêté du 17 septembre 1975 ».

M. Pierson. — D'autant plus que le gouvernement interdit que l'on amende cet article de l'arrêté royal.

M. le Président. — La parole est au ministre de l'Intérieur.

M. Michel, Ministre de l'Intérieur. — Je crois que le gouvernement n'est pas sorti un seul instant des limites des pouvoirs qui lui ont été conférés par la loi de 1971.

M. Lagasse a fait allusion à l'article premier de cet arrêté royal en disant que, dans ce cas, la fusion ne deviendra effective qu'au 1^{er} janvier 1983. Si le gouvernement avait prévu, dans l'arrêté royal, que

la loi prendrait vigueur à la date du 17 septembre 1975, il aurait outrepassé ses pouvoirs, me semble-t-il. Mais dans la mesure où il respecte le texte qui lui a été confié par le législateur, je le répète, il reste dans les limites des pouvoirs qui lui ont été conférés.

M. le Président. — Mesdames, Messieurs, je vous propose d'interrompre ici ce débat, que nous reprendrons à 14 heures, et d'aborder les interpellations qui figurent à l'ordre du jour. (*Assentiment.*)

INTERPELLATIE VAN DE HEER WIJNINCKX TOT DE EERSTE MINISTER EN TOT DE MINISTER VAN FINANCIËN OVER «DE ONRUSTWEKKENDE EVOLUTIE INZAKE DE OVERDRACHT AAN DE ANTWERPSE RANDGEMEENTEN VAN DE VROEGERE FORTENGORDEL»

INTERPELLATION DE M. WIJNINCKX AU PREMIER MINISTRE ET AU MINISTRE DES FINANCES SUR «L'ÉVOLUTION INQUIÉTANTE DE LA QUESTION DU TRANSFERT DE L'ANCIENNE CEINTURE DE FORTIFICATIONS D'ANVERS AUX COMMUNES PÉRIPHÉRIQUES»

De Voorzitter. — Aan de orde is de interpellatie van de heer Wijninckx tot de Eerste minister en tot de minister van Financiën over de onrustwekkende evolutie inzake de overdracht aan de Antwerpse randgemeenten van de vroegere fortengordel.

Het woord is aan de interpellant.

De heer Wijninckx. — Mijnheer de Voorzitter, Heren Ministers, geachte collega's, deze interpellatie zal zeer kort zijn. Ik heb de procedure van een interpellatie verkozen, omdat het reeds de derde maal is dat ik in verband met deze kwestie moet tussenkomen. Tweemaal gebeurde dit door middel van mondelinge vragen, waarop het antwoord achteraf onjuist is gebleken. Er bleef voor mij dus nog enkel de mogelijkheid een interpellatie te richten tot de Eerste minister en de minister van Financiën.

Ik heb opzettelijk de Eerste minister bij deze interpellatie willen betrekken, omdat hij ook bij deze zaak belangen heeft. Ik betreur langs deze weg dat hij wegens ziekte afwezig is, en wens hem een spoedig herstel toe. Ik zal in zijn naam de belangen van de gemeente Edegem behartigen. Dat zal dan in tegenstelling zijn met hetgeen ik achteraf in het fusiedebat over de gemeente Edegem zal moeten verklaren.

Mijnheer de Minister, het is toch wel nuttig even het geheugen op te frissen. Op 22 oktober 1971, schenkt de heer Segers, minister van Landsverdediging, aan de Antwerpse agglomeratie ongeveer 200 ha groen. Dat wordt geblokkeerd in de weldenkende pers. De minister van State, voor wie ik zeer veel eerbied kan opbrengen, werd in de bloempjes gezet, omdat hij aan de inwoners van de stad Antwerpen en aan de randgemeenten dit enorm groengebied ter beschikking stelde, bij zijn afscheid uit het politieke leven. Reeds enkele weken later is de eerste ontnuchtering gekomen. Er had toen een bijeenkomst plaats in het kabinet van de toenmalige minister van Openbare Werken, waaraan volgende ministers deelnamen: de minister van Financiën, de minister van Openbare Werken, de staatssecretaris belast met de stedenbouw, de ruimtelijke ordening en de huisvesting, evenals de heer Tindemans die als burgemeester van Edegem bij de zaak was betrokken. Op dat ogenblik was hij nog geen Eerste minister, maar minister belast met de institutionele hervormingen. Dit bewijst dat het een oude geschiedenis is, dat wij reeds dikwijls om een oplossing hebben verzocht, en dat telkens weer is gebleken dat er geen oplossing te vinden was.

Over één zaak waren de aanwezige ministers en de vertegenwoordigers van de betrokken gemeentebesturen op die vergadering het eens: deze 200 ha zouden worden bestemd als groengebied en recreatieoord.

Er werd onder voorzitterschap van staatsminister Segers een commissie samengesteld waarin vertegenwoordigers van de verschillende departementen, van de betrokken gemeentebesturen en van de provincie zitting hadden. Deze commissie diende na zeer korte tijd besluiten in, nadat zij jeugdbewegingen, sportgroeperingen, culturele organisaties en ook de gemeentebesturen had geconsulteerd. De overdracht van de fortengordel, dat bleek duidelijk, was bestemd om aan de inwoners van de Antwerpse agglomeratie een enorm groen- en recreatiegebied te waarborgen.

Men zegde toen reeds dat de overdracht bepaalde financiële problemen zou doen rijzen, maar nooit werden er cijfers vooropgesteld. Er vielen voor het eerst cijfers toen in deze Hoge Vergadering een Waals senator in de loop van het debat over de begroting van Landsverdediging de mening opperde dat de «operatie fortengordel» in wezen een vergelijk was, dat was gevonden tussen de minister van Landsverdediging en de minister van Financiën. En toen bleek

voorgoed dat het eigenlijk een vergiftigd geschenk was, een operatie die zou hebben betekend dat er voor één miljard vliegtuigen mocht worden gekocht, op voorwaarde dat één miljard van domaniale eigendommen van de Staat, namelijk de Antwerpse fortengordel en ook nog enkele minder belangrijke militaire domeinen die in de Kempen en Oost- en West-Vlaanderen waren gelegen, zouden overgedragen worden aan de openbare besturen op het lokale vlak, of aan bepaalde ministeriële departementen. Er zijn dan enkele transacties gebeurd, en als ik mij niet vergis viel hierin ook de overdracht aan de universiteit van Antwerpen van een deel van het Fort van Wilrijk. Het bleek dus dat de forten één miljard moesten kosten. Dat was een enorm bedrag voor de gemeentebesturen die plotseling zouden moeten opdraaien voor het vergoeden van de aankoop van militaire vliegtuigen. Er wordt vandaag beweerd dat terzake een andere houding zou worden aangenomen door de regering. Ik zou maar zeggen dat het des te beter is voor de betrokken gemeenten.

Op 25 september 1974, Mijnheer de Minister — ik heb u dat reeds gezegd tijdens mijn tweede mondelinge vraag in dit verband —, kregen de gemeentebesturen een ontwerp-contract toegestuurd voor inhuring. Zij konden dit contract onmiddellijk aan hun gemeenteraden voorleggen. Het lag in de bedoeling van de meeste gemeentebesturen dit te doen. Op het eerste gezicht was dit een vrij redelijke overeenkomst: namelijk een huurprijs van 2 pct. van de waarde. Wij konden dit aanvaarden, hoewel wij de waarde op dat ogenblik nog niet zo duidelijk kenden als vandaag. De Antwerpse randgemeenten dachten in hun gemeenteraad een principiële beslissing te treffen strekkende tot het aangaan van een huurovereenkomst met de Belgische Staat, namelijk met het ministerie van Financiën. Maar nauwelijks enkele uren vóór de gemeenteraad werden wij door een van uw ambtenaren opgebeld en die zegde dat wij die beraadslaging niet mochten treffen.

Het is naar aanleiding van deze situatie dat ik mijn tweede mondelinge vraag heb gesteld, want ondertussen was er heel wat gebeurd.

U zult zich herinneren, Mijnheer de Minister, dat u had gelogenstraft dat bepaalde delen van het fort, dat ik persoonlijk zeer goed ken, het Fort van Hoboken, verhuurd waren aan een handelaar in schroot. Ik heb u aan de hand van fotografische bewijzen overtuigd dat dit wel het geval was. Het strekt u tot eer dat nauwelijks enkele dagen later die man de terreinen heeft moeten ontruimen, want dat was zeker en vast niet de bestemming van die grond van het Hobokense fort.

Maar wat veel erger is, en die toestand is ondertussen nog toegenomen, vandaag is niemand verantwoordelijk voor het beheer van de forten. Zowel de gebouwen als het groen bevinden zich in een schandalige toestand van toenemende verwildering en van verkrotting.

Mijnheer de Minister, ik nodig u nogmaals uit — en ik heb dat in het voorjaar reeds gedaan — om te komen vaststellen in welke omstandigheden de militairen de domeinen voor enkele jaren hebben achtergelaten, en hoe ondertussen, omwille van het feit dat niemand ervoor verantwoordelijk is, de toestand totaal ontward is. De omheiningen zijn afgebroken. De gebouwen zijn zwaar beschadigd. Gelet op de bouwvalligheid, de tonnen vuil en de vele voorwerpen achtergelaten door de militaire overheid, maakt de aanwezigheid van dergelijk fort op het grondgebied van de gemeenten op het ogenblik veeleer tot een gevaar en een vloek, uit, dan een zegen.

Naar aanleiding van de mondelinge vraag die ik u in de loop van het voorjaar heb gesteld, kwam er klaarblijkelijk terug leven in het fortendebat.

Op 13 mei schreven wij dat wij nog altijd niet in het bezit waren van een voorstel van de minister van Financiën. Op 5 juni zond de Eerste minister — daarom had ik graag gehad dat hij nu aanwezig was voor het aanhoren van mijn interpellatie — aan de gemeentebesturen het blijde bericht dat er een oplossing was gevonden voor het reeds lang aanslepend dossier. Er zou een vergelijkbare regeling voor de verscheidene forten worden nagestreefd.

Op 20 oktober kregen wij dan een brief van het ministerie van Financiën meldend dat de regering een principiële beslissing getroffen heeft in verband met de bestemming van de forten.

Deze beslissing houdt in dat de voorkeur wordt gegeven aan de betrokken gemeenten voor de verwerving of inhuring.

De verwerving zal geschieden op basis van een schattingsverslag op te stellen door het aankoopcomité; er zal tevens rekening worden gehouden met de voorziene bestemming. Inhuring wordt ook overwogen tegen 2 pct. van de vastgestelde verkoopwaarde.

Binnen de maand diende door de gemeenten een beslissing te worden genomen.

Deze drie elementen: verwerving, inhuring en twee procent waren voor de gemeenten over het algemeen een geldige gespreksbasis. Wat veel minder als gespreksbasis kon worden aanvaard, was het feit dat er geen prijs werd bepaald. Wij konden dus niet weten wat die 2 procent vertegenwoordigden. Het spreekt vanzelf dat alle gemeentebesturen die terzake volkomen solidair optreden en geruggesteund worden door, als ik mij niet vergis, de Eerste minister in de Kabineterraad, vroegen wat de prijs zou moeten zijn. Het is niet aan de gemeenten om een prijs voor te stellen. Het aankoopcomité was belast met het bepalen van de waarde. Bovendien waren de gemeenten vragende partij. Het is niet aan die partij om vooraf te discussiëren over de prijs. De minister van Financiën moest eerst via het comité van aankoop over de brug komen.

Zo schreven de gemeentebesturen samen een brief naar de minister van Financiën waarin zij zegden over de forten te willen beschikken, maar niet tegen onbekende financiële voorwaarden. Er werd toen voorgesteld onderhandelingen te voeren tussen enerzijds het departement van Financiën en anderzijds de betrokken gemeenten. Volgens de gemeentebesturen moet de waarde van de gronden afhangen van de bestemming van de forten en van hun toestand. Mijnheer de Minister, wij zijn van onze zoveelste verbazing nog niet bekomen. Op 4 december ontvingen wij namelijk een brief van uw departement waarin wordt gezegd dat voor Hoboken de waarde van het fort wordt geschat op 47,8 miljoen. Bij de vaststelling van dit bedrag zou rekening zijn gehouden met de bestemming van de grond als groenzone en van de toestand van de bestaande gebouwen. De mogelijkheid wordt nogmaals geboden om aan te kopen of in te huren tegen 2 procent van de vastgestelde verkoopwaarde. Wij namen onmiddellijk contact met de andere gemeentebesturen en kwamen dan tot zeer eigenaardige vaststellingen.

Ik heb daarstraks gezegd dat ik de belangen van de gemeente Edegem zou behartigen in afwezigheid van de Eerste minister. Welnu, de gemeente Edegem wordt door het voorstel van uw departement het zwaarst getroffen. Aan de gemeente Edegem wordt voor de grond 238 frank per m² gevraagd of een totaalbedrag van 76,4 miljoen frank.

Ik wens de prijzen voor al de andere gemeenten te citeren: Borsbeek 163 frank per m², Merksem 174 frank, Mortsel 163 frank, Wilrijk 187 frank, Wommelgem 118 frank en Hoboken 149 frank.

Mijnheer de Minister, wij zouden u dankbaar moeten zijn want de prijs die de gemeente Hoboken wordt gevraagd, is het laagst.

Onder die voorwaarden is het voor al de betrokken gemeentebesturen onmogelijk te discussiëren. Dit is immers geen redelijke prijs. Er zijn vergelijkingspunten. In onze eigen gemeente werden vóór enkele jaren soortgelijke gronden van de Belgische Staat gekocht tegen prijzen die schommelden rond de 20 frank per m². Wanneer deze prijzen vandaag zouden worden verrekend, zouden wij schommelen rond de 40 frank per m².

Omwille van de traagheid van heel deze overdrachtsprocedure ontstaat er bij de gemeentebesturen van de betrokken gemeenten een ernstig verzet.

Indien ik gevraagd heb deze interpellatie nog vóór het roes te mogen houden, is dit in de eerste plaats omdat de meeste gemeentebesturen momenteel hun begroting opstellen of bespreken, en omdat zij niet weten welk bedrag zij voor de aankoop van de forten op hun begroting moeten inschrijven. Zij hebben nochtans de indruk dat de overheveling in de loop van het volgend jaar zou kunnen gebeuren.

Onze gemeente wou op een redelijke manier met uw administratie onderhandelen. Zij had in haar begroting voor 1976 een huurwaarde ingeschreven die voorlopig werd geraamd op 300000 frank. Wij vonden dit een redelijk bedrag, dat zeker beter te dragen is dan de meer dan een miljoen die zouden moeten worden betaald wanneer door de gemeente het voorstel van uw administratie werd aanvaard.

De gemeenteraadsleden die het fort hebben bezocht hebben zich evenwel eenparig tegen dit bedrag verzet omdat het fort na vier à vijf jaar verwaarlozing erg verkrot en verwilderd is, en omwille van de bestemming. Zij weigeren gelijk wat te betalen, en vragen de minister van Financiën dat het fort ter beschikking van de gemeente zou worden gesteld in ruil voor een symbolische frank. Meer is dit fort niet waard. Dat is de onderhandelingspositie, Mijnheer de Minister, waarin u zich vandaag bevindt. Er is geen enkele gemeente in het Antwerpse die voor deze forten wenst op te draaien.

Wanneer u zegt dat dit geen belang heeft, zegt u dan meteen dat u wenst dat de forten verder zouden verkrotten en verwilderen of dat er voor de forten een andere bestemming is weggelegd? Dat uw ambtenaren dat maar onmiddellijk uit het hoofd zetten. Het is de gemeente die meester is over de stedenbouwkundige bestemming. De gemeenten zullen nooit dulden dat deze forten voor andere doeleinden worden gebruikt dan voor groen- en recreatieruimten.

Wanneer door bepaalde ambtenaren allicht aan grondspeculatie wordt gedacht dan moeten zij zich realiseren dat zulks met betrekking tot de Antwerpse fortengordel onmogelijk zal worden gemaakt.

Ik zie collega Vangeel instemmend knikken. Ik meen hier het standpunt van al de Antwerpse randgemeenten te vertolken.

De heer Verhaegen. — U maakt zich toch geen illusies. U denkt toch niet dat de gemeentebesturen meester zijn van de stedenbouwkundige bestemming van de gronden. Dat is spijtig genoeg niet zo.

De heer Wijninckx. — In dit geval is het wel zo, Mijnheer Verhaegen. Want zowel in het streekplan, als in het gewestplan en in de plannen van aanleg van de diverse gemeenten zijn deze gebieden bestemd voor groen en recreatie.

Dit is zo duidelijk dat, zelfs wanneer sommigen dit zouden betwisten, er een massaal protest zou tot stand komen. Er is niets zo moeilijk dan knoeien met groen- en recreatiegebieden.

In verband met deze forten die de gemeenten in 1971 ten geschenke hadden gekregen werden door jeugdverenigingen, door sportverenigingen en door heel de bevolking zo veel illusies gekoesterd dat men bezwaarlijk kan zeggen dat deze ruimten nu moeten worden afgestaan voor verkavelingen.

De heer Boey, ondervoorzitter, treedt op als voorzitter

Zelfs wanneer het administratief mogelijk zou blijken ergens een krachtoer uit te halen, is het politiek niet haalbaar. Er zou een «levée de boucliers» komen, Mijnheer Verhaegen, en heel het Antwerpse zou in opstand komen.

Mijnheer de Minister, mijn vraag is duidelijk. Ik wil aan deze interpellatie zelfs geen motie koppelen. Ik vraag alleen dat u zich eens een paar dagen zelf bezig houdt met dit probleem, als de parlementaire storm is gaan liggen. Doe eens de moeite om een vergadering bij te wonen met de vertegenwoordigers van de betrokken gemeentebesturen. Kom eens kijken naar de forten om u ervan te vergewissen hoe het daar gestaan en gelegen is, in welke staat ze werden achtergelaten door de militaire overheid, en in welke staat ze ondertussen geraakt zijn omdat niemand er verantwoordelijkheid voor draagt. Geef u de moeite eens een halve dag naar Antwerpen te komen. Dan zult u misschien meer begrip opbrengen voor het standpunt van de Antwerpse randgemeenten, dat ik hier vertolk. Dit is geen interpellatie ertoe strekkend wantrouwen te uwen opzichte te scheppen; dit is een interpellatie om u uit te nodigen eindelijk eens zelf een dialoog aan te gaan met de Antwerpse randgemeenten. Dan is het misschien mogelijk dat dit geschenk weer een echt geschenk wordt, dat het vergiftigd karakter dat het ondertussen heeft gekregen definitief verliest. (Applaus op de socialistische banken.)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer de Bruyne.

De heer de Bruyne. — Mijnheer de Voorzitter, Heren Ministers, geachte collega's, in het Antwerpse is er slechts één eigenaar wiens eigendommen zo uitgebreid zijn en gelegen op zulke belangrijke plaatsen dat hij een beslissende invloed kan uitoefenen op de urbanisatie en de ruimtelijke ontwikkeling in de volle zin van het woord. Die eigenaar is de Belgische Staat en het beheer van de eigendommen is toevertrouwd aan het ministerie van Financiën.

Men zou mogen verwachten dat deze eigenaar en zijn zaakwaarnemer een ruime visie hebben op de bestemming van dit onroerend bezit en zich niet laten leiden door eendagsbekkernis op korte termijn.

Wat wij inzake bestemming van sommige militaire domeinen en van andere immobiliere goederen in het Antwerpse hebben gezien kan ons niet geruststellen. Ik vrees dat in het Antwerpse grote kansen voor ruimtelijke ordening zullen verdwijnen indien niet spoedig het gebrek aan beleidsnormen en het tekort aan visie bij de overheid word verholpen.

Ik zal de beschouwingen van collega Wijninckx over het beheer van de militaire domeinen in het Antwerpse niet herhalen. Ik val zijn standpunt volkomen bij.

Ik dring erop aan dat de minister van Financiën ons uitleg zou geven over de criteria voor het vaststellen van de prijzen van de militaire gronden en gebouwen in Borsbeek, Edegem, Merksem, Mortsel, Wilrijk, Wommelgem en Hoboken. Waarom die forse verhoging? De gemeenteraadsleden van Edegem bijvoorbeeld hoorden nog niet lang geleden gewag maken van een eventuele aankoopsprijs van 44 miljoen frank voor 32 hectare. Deze prijs zou thans door het ministerie van Financiën fors worden verhoogd tot 76 miljoen 400 duizend frank, wat 238 frank per vierkante meter is zodat deze gemeente van alle getroffen gemeenten de hoogste prijs zou moeten

betalen, meer dan tweemaal de prijs die bijvoorbeeld de gemeente Wommelgem zou worden aangerekend bij aankoop of inhuurneming. Het tot stand komen van de groenzone rond Antwerpen dreigt onmogelijk te worden door deze verhoging van de grondprijs.

Het gevaar bestaat dat de gemeenten ondraaglijke financiële lasten op zich zullen moeten nemen om het militair domein te verwerven. Dan wordt de verleiding groot om het glacis rond de forten te verkavelen voor min of meer sociale woningbouw. Dan blijven alleen de militaire gebouwen zelf over. Ik denk dat de meeste collega's tijdens hun militaire dienst de gelegenheid gehad hebben om de forten en hun omgeving te leren kennen zodat ze weten waarover het hier gaat. Het zijn de glacis en de vesten die het waardevolle deel uitmaken. Dat zijn de delen die kunnen dienen voor een groenbeleid. Voor de gebouwen zelf is moeilijk een aangepaste bestemming te vinden. Geïsoleerd weet men werkelijk niet wat men in vele gevallen met die gebouwen kan aanvangen. Daarom dring ik aan op het bepalen van de verkoop- of de huurprijzen op een peil dat de gemeentebesturen niet verplicht zijn de groenpartijen te vervreemden om er financieel nog uit te geraken.

Tenslotte, Mijnheer de Minister, beheert uw departement nog ander onroerend bezit van de Staat, buiten het militaire domein, in het Antwerpse. Ook op de bestemming van dit niet-militaire onroerend bezit zouden uw diensten een ruimere kijk moeten hebben wat hun bestemming betreft. Ik denk met name aan het prachtige domein in Wijnegem dat tot in de twintiger jaren aan de familie Mols toebehoorde, en dat sindsdien door de Staat verworven is. Dit domein — park, vijver en historische gebouwen — kan een prachtig centrum worden voor recreatie en cultuur. Ik hoop hierop in de Cultuurraad eerstaags nader te kunnen ingaan. Maar misschien kunt u thans reeds een antwoord geven in verband met uw kijk op de toekomst van dit unieke domein in de provincie Antwerpen.

Ik concludeer, Mijnheer de Minister. Welk beleid denkt u te volgen opdat het onroerend bezit dat u in het Antwerpse beheert zijn bestemming kan vinden, een bestemming die alleen maar kan worden gezien in een globale ruimtelijke ordening waar een natuur- en cultuurbeleid centraal zouden staan. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de minister van Financiën.

De heer W. De Clercq, Minister van Financiën. — Mijnheer de Voorzitter, Dames en Heren, ik dank de geachte interpellant evenals de heer de Bruyne, voor hun uiteenzettingen, de gestelde vragen en de begrijpelijke bekommernis waaraan zij uiting hebben gegeven in verband met het probleem van de overdracht aan de Antwerpse randgemeenten van de vroegere fortengordel.

De interpellatie was gericht aan de heer Eerste minister en aan mezelf. De Eerste Minister heeft mij gevraagd als zijn woordvoerder op te treden, ik zal aldus in beider naam antwoorden.

Op 5 maart stelde de heer Wijnninckx een mondelinge vraag in verband met de overdracht van de Antwerpse fortengordel.

Ik heb hem toen geantwoord dat de gemeentebesturen in feite verwachtten dat de forten hen in concessie zouden worden gegeven, zonder andere financiële lasten dan die welke voortspruiten uit de aanleg van de infrastructuur en uit het onderhoud van de domeingoederen. Ik heb hem toendertijd ook uiteengezet dat dit standpunt, tot mijn spijt, niet kon bijgetreden worden, omdat de vigerende wetgeving zich daartegen verzet, omdat het miljard dat het departement van Financiën had voorgeschoten aan Landsverdediging voor de overdracht van de forten, moest worden teruggevorderd en omdat men geen discriminatie kon maken tussen de verschillende verkrijgers van militaire domeinen, namelijk de provincie Oost-Vlaanderen, die het militaire domein Het Leen heeft aangekocht, de universiteit Antwerpen, het departement van Nederlandse Cultuur en de gemeenten.

Mijn besluit was, dat er slechts twee oplossingen bestonden: ofwel de domeingoederen verkopen, ofwel ze verhuren. Maar ik voegde eraan toe dat in elk geval de oorspronkelijke voorziene bestemming als groene zone en als recreatieoorden geëerbiedigd diende te worden.

Het is in die zin dat het dossier bestudeerd werd door mijn diensten en er werd met de Eerste minister overeengekomen dat dit dossier, gelet op zijn budgettaire weerslag, behandeld zou worden door het Ministerieel Comité voor Begroting.

Dit comité vergaderde op 26 juni 1975 onder voorzitterschap van de Eerste minister.

Buiten de ministers die officieel deel uitmaken van dit comité werden ook nog de minister van Landbouw en de staatssecretaris voor Leefmilieu uitgenodigd. De aanwezigheid van deze laatste was nodig door het feit dat een natuurreservaat voorzien was in Fort 7 te Wilrijk en te Bad 2 te Turnhout.

Het Ministerieel Comité voor Begroting diende zich uit te spreken over de volgende punten: 1. Wie zijn de bestemmingen van de militaire-domeingoederen? 2. Wat zijn de voorwaarden van afstand?

Wat het eerste punt betreft, beslist het comité dat de bestemmingen in principe de gemeenten zullen zijn, gebeurlijk samen met een regionale of met een provinciale instelling. Een uitzondering werd gemaakt voor Bad 2 te Turnhout en voor een gedeelte van Fort 7 te Wilrijk, die beide aan Waters en Bossen zullen worden afgestaan met het oog op het inrichten van een gepland natuurreservaat.

Op de tweede vraag antwoorde het comité dat de domeingoederen door de gemeenten, ofwel konden worden aangekocht, ofwel konden worden ingehuurd tegen 2 pct. van de waarde van het goed. Die waarde moet in principe worden vastgesteld naargelang van de bestemming.

In geval van aankoop door de gemeente zal in een beschermingsclausule worden voorzien, waardoor bij een gebeurlijke latere wederinkoop van het goed of een gedeelte ervan, door de Staat, de verkoopprijs op een even redelijk peil zal worden vastgesteld. Het is immers onverantwoord de Staat de hogere last te doen dragen van een meerwaarde die grotendeels zou voortspruiten uit de tegeldemaking van een infrastructuur die de Staat zelf ten belope van 65 pct. van de kostprijs zou gedragen hebben.

In geval van verhuur, zullen de gemeenten vrijgesteld worden van het betalen van het huurgeld ten belope — en dit is zeer belangrijk — van de bedragen die zij zouden hebben uitgegeven om natuur- of speelparken aan te leggen.

Indien het ministerie van Landbouw zijnerzijds een gedeelte van Fort 7 te Wilrijk aankoopt om er een natuurreservaat van te maken, zal de tegenwaarde hiervan ook betaald moeten worden.

Tot zover de beslissing van het Ministerieel Comité voor Begroting, dat de minister van Financiën machtigde op basis daarvan de onderhandelingen aan te vatten.

Een bijkomende moeilijkheid deed zich voor toen bleek dat op de militaire terreinen allerhande installaties bestonden, gaande van gewone loodsen tot een volledig uitgerust zwembad.

Met andere woorden zou het al dan niet voortbestaan van deze installaties afhangen van de bestemming die zou voorzien worden in het plan van aanleg van de staatssecretaris voor Ruimtelijke Ordening, plan dat op het ogenblik in het stadium van voorontwerp verkeert.

Het probleem of deze of gene installatie onmiddellijk later of in het geheel niet moet worden afgebroken, moet dus geval per geval afzonderlijk worden opgelost volgens de beslissing te nemen door de staatssecretaris voor Ruimtelijke Ordening.

In ieder geval kan ik de heren Wijnninckx en de Bruyne de verzekering geven dat zowel de Eerste minister als ikzelf, van zeer nabij de evolutie van het probleem volgen. De administratie kreeg trouwens opdracht mij steeds op de hoogte te houden van die evolutie.

Overeenkomstig de richtlijnen die werden verstrekt, nam de Dienst der Domeinen schriftelijk contact op met de betrokken gemeenten, teneinde te vernemen of ze wensden de bedoelde goederen te kopen of te huren. Tevens heeft deze dienst aan elke gemeente de som laten kennen die door het Aankoopcomité Antwerpen werd geraamd als basis voor de overdracht of de verhuur van de forten. De heer Wijnninckx heeft die schattingen in zijn interpellatie vermeld. Nochtans valt aan te stippen dat het aan de gemeente Wilrijk voorgestelde cijfer 31 340 000 frank, in plaats van 30 miljoen, bedraagt.

Het is de bedoeling dat de Dienst der Domeinen nu gedetailleerde en grondige besprekingen zal voeren met de vertegenwoordigers van de belanghebbende gemeenten. Het spreekt vanzelf dat, op deze vergaderingen, het Aankoopcomité de ramingen voor de forten zal toelichten en dat iedereen zijn mening ter zake volledig en vrij zal kunnen uitdrukken.

Ik zal er het mijne toe bijdragen — en hiermee antwoord ik concreet op de vragen gesteld door het heer Wijnninckx — opdat die besprekingen vlug zouden kunnen plaatsvinden in een ernstig klimaat van wederzijds vertrouwen met een opbouwende bedoeling, zodat ik hoop dat met elk gemeentebestuur vrij spoedig een akkoord zal kunnen worden gesloten. Het is een belangrijke — ik zou bijna zeggen, principiële — aangelegenheid. Ik elk geval mag de Senaat erop rekenen dat er geen sprake kan zijn dat van de oorspronkelijke bestemming een vinger breed zal worden afgeweken. Het moet een gordel van groen zijn, een long, ten bate van de Antwerpse agglomeratie.

Langs de andere kant rust op de minister van Financiën de verantwoordelijkheid van een goed beheer van de goederen van de domeinen. Hij mag geen discriminatie maken naargelang van de bestemming. Het ministerie van Landbouw moet de gronden die

het aankoopt, betalen. Mijn collega van Cultuur heeft voor de gronden die zijn departement in eigendom heeft overgenomen van het ministerie van Financiën de normale waarde betaald. De universiteit van Antwerpen heeft voor haar aankopen een normale prijs betaald, op basis van de schattingen, uitgevoerd door het bevoegde Aankoopcomité, en niet door het departement of de minister.

Wij kunnen niet afwijken van de gewone procedure en een gunstregeling overwegen, wie ook de bestemming is. Wel blijven wij trouw aan de bestemming welke deze goederen moeten hebben.

Wij willen zo vlug mogelijk het dossier dat in een eindfase is gekomen — en ik geef toe dat dit niet te vroeg is — afwerken en aan de zaak een definitieve wending en, zo mogelijk, een definitieve oplossing geven.

Ik reken erop dat de opbouwende geest waarvan het departement en de minister blijk geven namens de regering, bij alle betrokken partijen zal aanwezig zijn, wanneer wij de discussies zullen aanvaarten, met het oog op een positieve benadering en oplossing. (Applaus op de banken van de meerderheid.)

De Voorzitter. — Vraagt nog iemand het woord?

Quelqu'un demande-t-il la parole?

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

INTERPELLATIE VAN DE HEER VAN DEN EYNDEN TOT DE MINISTER VAN TEWERKSTELLING, VAN ARBEID EN VAN WAAELSE AANGELEGENHEDEN EN TOT DE STAATSSECRETARIS VOOR STREEKECONOMIE, VOOR RUIMTELIJKE ORDENING EN VOOR HUISVESTING OVER «DE HUIDIGE TOESTAND VAN HET SCHEEPSHERSTELLINGSBEDRIJF IN DE HAVEN VAN ANTWERPEN, DIE ZEER ANGSTWEKKEND IS EN WAAR DEZE INDUSTRIE HET RISICO LOOPT OM IN DE NABIJE TOEKOMST DEFINITIEF TELOOR TE GAAN»

INTERPELLATION DE M. VAN DEN EYNDEN AU MINISTRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES WALLONNES ET AU SECRETAIRE D'ETAT A L'ECONOMIE REGIONALE ET A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET AU LOGEMENT SUR «LA SITUATION ACTUELLE DES ENTREPRISES DE REPARATION DE NAVIRES DU PORT D'ANVERS, QUI EST TRES ANGOISSANTE, A TEL POINT QUE CETTE INDUSTRIE RISQUE DE SOMBREER DEFINITIVEMENT DANS UN PROCHE AVENIR»

De Voorzitter. — Aan de orde is thans de interpellatie van de heer Van den Eynden tot de minister van Tewerkstelling, van Arbeid en van Waalse Aangelegenheden en tot de staatssecretaris voor Streek-economie, voor Ruimtelijke Ordening en voor Huisvesting over de huidige toestand van het scheepsherstellingsbedrijf in de haven van Antwerpen.

Het woord is aan de interpellant.

De heer Van den Eynden. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, geachte collega's, tijdens mijn interventie bij de bespreking van de begroting van Tewerkstelling en Arbeid, heb ik de regering en de minister gewaarschuwd in verband met de toestand van bepaalde fondsen voor bestaanszekerheid. Ik heb er toen op gewezen dat, indien er geen nieuwe inkomsten zouden gecreëerd worden, het fonds voor bestaanszekerheid voor de metaalverwerkende nijverheid op 1 januari 1976 zijn verplichtingen niet meer zou kunnen nakomen en de uitbetalingen zou moeten stopzetten. Vandaag is men druk doende oplossingen te vinden om de catastrofe nog vóór 1 januari trachten te voorkomen.

Tijdens diezelfde rede heb ik ook gewaarschuwd, dat de toestand ook in andere fondsen voor bestaanszekerheid niet erg geruststellend was en dat men er goed zou aan doen de toestand ter zake ernstig te onderzoeken.

Ik weet niet of u gevolg gegeven hebt aan mijn suggestie en, indien u het wel mocht gedaan hebben, tot welke bevindingen u gekomen bent. Maar zelfs als u niet zijt ingegaan op mijn suggestie, dan geloof ik, dat u nu toch al wel zult zijn ingelicht, want ik weet dat uw diensten op 26 november jongstleden, de voorzitter en de ondervoorzitter van de federatie van scheepsherstellers van Antwerpen ontvangen hebben. Zij zijn u komen inlichten over de zware crisis waarmee deze nijverheid vandaag geconfronteerd wordt, waardoor het hen onmogelijk is geworden de ongeveer 3000 arbeiders tewerk te stellen.

Tijdens dit onderhoud werd aan uwe diensten een nota overhandigd, waarin de toestand van het scheepsherstellingsbedrijf omstandig toegelicht wordt. Wat evenwel niet in deze nota staat; noch in de brief die de voorzitter van de federatie op 27 november 1975 aan u stuurde is, dat op 1 januari 1976 de reserves van het fonds voor bestaanszekerheid zullen zijn opgebruikt, en dat het fonds zijn verplichtingen ten overstaan van zowat 2000 werkloze scheepsherstellers niet meer zal kunnen nakomen.

Wat ook niet in de nota staat, maar wel werd gezegd tijdens de besprekingen in een vergadering voor het scheepsherstellingsbedrijf van 9 december 1975, waar patroons en vakbonden bijeen waren, is, dat als er geen hulp komt, de twee nog resterende scheepsherstellingsbedrijven Beliard Murdoch N.V. en Mercantile Marine Engineering & Graving Docks N.V. tegen het einde van 1976 hun poorten zullen moeten sluiten!

Mocht dit het geval zijn, Mijnheer de Minister, dan betekent dit dat ongeveer 3000 arbeiders, die in deze bedrijfstak worden tewerkgesteld en die over het algemeen gespecialiseerd in hun beroep, hun arbeidsplaats zullen verliezen.

Maar dit houdt dan tevens in, dat een bedrijvigheid, die een traditie heeft in dit land en die jarenlang onze faam van accuraat vakmanschap en snelle bediening in het buitenland hooghield, zou hebben opgehouden te bestaan.

Wij zijn in dit land — na de energiecrisis — stilaan gewoon geworden aan diverse sluitingen, niet alleen van ondernemingen, maar ook van afdelingen van ondernemingen. In de meeste gevallen werd door de getroffen arbeiders nogal heftig gereageerd, maar de ervaring die wij in deze aangelegenheid hebben opgedaan, komt steeds op hetzelfde neer. Ondanks de arbeidersbezettingen, die als een wanhoopspoging moeten worden aangezien, en ondanks de bemiddeling van de regering of van de betrokken minister, werd de sluiting een feit en gingen de arbeidsplaatsen verloren! Er werd wel steeds een uitleg gevonden over de economische onafwendbaarheid van de genomen beslissing, maar, al die goed gedocumenteerde uitleg bracht helemaal geen brood op de plank! Hierdoor is zowat de mening gegroeid, dat alle inspanningen in dergelijke zaken nutteloos zijn en dat buiten ijdele beloften er toch niet veel heil te halen is dan hooguit enkele dagen vermeld te worden op de voorpagina van de kranten.

Maar die mening is er maar alleen bij diegenen die er niet rechtstreeks bij betrokken zijn, want de arbeiders wier werkgelegenheid dreigt verloren te gaan blijven hopen en eisen dat er wat zou worden aan gedaan!

Ik weet, Mijnheer de Minister, dat in de nota, die u door de patroons over deze aangelegenheid werd ter hand gesteld, een suggestie gedaan wordt in welke vorm er hulp zou kunnen geboden worden.

Mijn uiteenzetting is echter niet bedoeld om dit voorstel volledig bij te vallen. Ik ben het met de patroons van de federatie van scheepsherstellers maar in zoverre eens, dat ook ik vandaag pleit voor een tijdelijke, welbepaalde hulp, zonder mij reeds erover uit te spreken hoe deze dient te worden verleend en in welke vorm.

De crisistoestand in dit bedrijf is overwegend van conjuncturele aard en de hoge lonen en de sociale voordelen waarnaar de patroons in hun nota verwijzen, waren er ook al toen men in de voorbije jaren het werk met het voorziene contingent arbeiders niet aankon en men, wegens het vele werk, een beroep moest doen op gelegenheds-scheepsherstellers.

Het gebrek aan competitiviteit van de Antwerpse scheepsherstellers is niet het gevolg van de hoge lonen en sociale voordelen die op de prijzen drukken, maar is veeleer te wijten aan een onrechtstreekse tegemoetkoming waarvan andere buitenlandse werven kunnen genieten.

Wij mogen niet vergeten dat in Antwerpen, in tegenstelling met wat in andere landen het geval is, de herstelling en de nieuwbouw van zeeschepen streng zijn gescheiden.

De twee grote zeescheepswerven in ons land doen quasi geen herstellingen, en dat is niet alleen het gevolg van het feit dat zij niet-geïnteresseerd zijn, maar van een toestand die door de jaren heen zo is gegroeid. Hierdoor is in ons land een gespecialiseerde bedrijvigheid ontstaan, die zich enkel met de herstelling van zeeschepen bezighield en daarin een behendigheid en een faam verwierf die nergens hun gelijke vinden.

Om deze bewering kracht bij te zetten, volstaat het even te herinneren aan de herstellingen die in dit land in de voorbije jaren werden gedaan en die nergens anders met dezelfde precisie en snelheid konden gedaan worden.

In 1973 wordt het stoomschip Veedal van 27400 brutoregister-ton, nadat men er de volledige achtersteven had afgebrand, naar Antwer-

pen verslept om hervormd te worden tot een drijvend atelier voor de herstelling of de opbouw van boorplatforms in de Noordzee. Tijdens de overbrenging was er in de Antwerpse firma al een achterplatform klaar gemaakt in twee stukken, met een totaal gewicht van 250 ton, welke aan de ponton dienden gelast te worden.

Ik bespaar u de technische uitleg over dit werk van hoge kwaliteit, dat op slechts 11 dagen werd uitgevoerd in droogdok. Daarna werd alles naar Nederland geslept voor verdere afwerking.

Het zal wel niet nodig zijn eraan te herinneren dat, wanneer dit werk in zijn geheel, met dezelfde precisie en snelheid in Nederland had kunnen worden uitgevoerd, wij over het gedeelte dat nu aan Antwerpen werd toevertrouwd, niet zouden gestruikeld zijn!

Maar ook het geval van de *World Concor*, een schip van 32.000 ton *dead weight*, dat op de Ierse Zee in een storm middendoor brak en waarvan het voorschip bij de bergingspoging op de rotsen strandde, is kenmerkend voor het Antwerpse vakmanschap. Toen het schip, nadat de twee helften in Belfast waren binnengesleept ter reparatie geïnspecteerd was en prijs moest geboden worden, was Antwerpen het voordeligst ondanks de hoge lonen en het feit dat die twee helften nog naar Antwerpen dienden verslept te worden.

Ik heb die paar voorbeelden aangehaald, Mijnheer de Minister, om aan te tonen, dat wij hier niet te doen hebben met een bedrijvigheid die structureel achterhaald is of die economisch niet meer verantwoord zou zijn. Integendeel, een ander argument dat naar onze mening genoegzaam aantoonde dat de mogelijkheden voor de scheepsherstelling niet hebben afgedaan, blijkt uit de investeringen die er de laatste jaren werden gedaan om het hoofd te kunnen bieden aan de nieuwe opgaven van de herstellingen.

Antwerpen beschikt over 18 droogdokken, waarvan 10 stedelijke, die allen vóór 1940 werden gebouwd. De acht overige droogdokken zijn eigendom van de twee voornaamste herstellingsbedrijven.

De firma Mercantile heeft zes eigen droogdokken, waarvan vier gebouwd werden na 1950 en waarvan het zesde 313 meter lang en 50 meter breed is met een diepgang van 10,45 m. Dit droogdok laat toe de meeste schepen, die de Westeuropese havens aandoen, droog te zetten. Toen Mercantile de beslissing nam deze investering te doen, bestempelde deze firma dit als een blijk van vertrouwen in de haven van Antwerpen, maar tevens ook als een onontbeerlijke voorwaarde om als dienstverlenend bedrijf gelijke tred te houden met de inspanningen die de haven van Antwerpen zich had getroost om de toegang van de haven voor schepen van grotere tonnemaat mogelijk te maken.

Ook de beide droogdokken van Beliard Murdoch dateren respectievelijk van 1961 en 1967 en de bezettingsgraad van deze droogdokken bedroeg in de jaren 1970-1971 en 1972 nog meer dan 80 pct. Het is enkel tijdens de laatste jaren dat wij een gevoelige teruggang dienden te noteren.

De slechte concurrentiële positie van onze Antwerpse scheepsherstellingsbedrijven dient niet te worden gezocht in de lonen noch in de outillage, maar veeleer in de betoelagingspolitiek inzake scheepsbouw van toepassing in het buitenland.

Iedereen — zelfs de meest ongeïnteresseerde leek — heeft wel eens gehoord dat, wanneer men vijf schepen laat bouwen, men er een gratis bekomt! Dit is helemaal geen grapje maar een reëel feit, waar de rederijen dan ook dankbaar gebruik weten van te maken.

Ontegensprekelijk beïnvloedt deze betoelaging, die weliswaar aan de rederijen wordt verleend, de mogelijkheden van de werven waar de bouw van schepen worden uitgevoerd.

Als men nu weet dat in de ons omringende landen nieuwbouw en scheepsherstelling samen zijn, en dat door de vermindering van de nieuwbouwbestellingen, de belangstelling van de scheepswerven gestegen is voor de herstellingen, en deze herstellingen enkel maar moeten dienen om de gaten in hun programma op te vullen, dan weet men ook dat men op dit vlak prijzen kan aanbieden die zelfs voor het vaste cliënteel interessant zijn.

Zelfs indien dit cliënteel er voorheen de voorkeur aan gaf wat meer te betalen omwille van de degelijkheid van het geleverde werk, de snellere herstelling en het geboden dienstbetoon, wordt het verschil in prijs te groot door de politiek die de concurrentie vandaag kan voeren. Dit alles toont naar onze mening genoegzaam aan dat de huidige crisis, hoe erg ook, tijdelijk is en dat, indien we deze periode kunnen overbruggen en de cliënteel niet verliezen, er nog een grote toekomst is weggelegd voor de scheepsherstellingen.

De scheepsherstelling in het Antwerpse heeft juist om zijn vestiging nooit kunnen genieten noch van de voordelen bepaald bij de wet van 17 juli 1959 (algemene expansiewet), noch van deze van 30 september 1970 (regionale expansiewet).

Door het feit dat de scheepsherstelling in het Antwerpse een aparte bedrijvigheid is ondervindt zij ook niet de onrechtstreekse voordelen

van de wet van 23 augustus 1948 op de scheepskredieten. Ik pleit niet voor een betoelaging *tout court*, maar wel voor een inspanning om de werkzekerheid van de zowat 3.000 arbeiders veilig te stellen.

Naar mijn gevoelen is men ten aanzien van de multinationals héél wat toeschietelijker dan voor de eigen ondernemingen, die een jarenlange traditie in dit land hebben.

Enige tijd geleden konden wij nog de kranten lezen, dat het sociaal-economisch kernkabinet, onder bepaalde voorwaarden, het dossier goedgekeurde betreffende de investeringen voor rationalisatie bij de Philipsvestigingen in ons land.

Wij zouden wel eens graag vernemen wat dit investeringsplan juist inhoudt en welke de lasten zijn waarvoor de gemeenschap moet tussenkomen. Er zijn toch de jongste jaren voorbeelden te over die aantonen dat deze multinationals niet erg dankbaar zijn voor de inspanningen die door de gemeenschap werden opgebracht.

Het meest recente voorbeeld is de zaak Prestige Europe uit Tessenderloo. Ondanks het feit dat deze firma werd opgericht met de hulp van de gemeenschap, ondanks het feit dat ze verre van marginaal is, integendeel ze heeft nog winsten geboekt, heeft zij toch besloten haar deuren te sluiten op 31 januari 1976. Alle bemoeiingen van de staatssecretaris voor Streekeconomie ten spijt kan die beslissing niet ongedaan worden gemaakt!

Het gaat hier weliswaar maar over zowat 200 man, maar het individueel leed wordt niet minder erg al naargelang van het aantal werknemers dat erbij betrokken is.

In arrenmoede, de zoveelste wanhoopspoging, hebben de arbeiders de onderneming bezet, maar zij slagen er zelfs niet meer in de voorpagina van de kranten te halen, laat staan dat zij hun toestand daardoor zouden kunnen verbeteren.

Maar, naar men mij verzekerd heeft, zou de staatssecretaris voor Streekeconomie, tijdens een vergadering gezegd hebben, dat dit wel eens het eerste publiek-overheids-initiatief zou kunnen worden. Ik vraag mij af, Mijnheer de Minister, waarom niet? En wanneer gaat u het doen?

We vernamen dat in de Ministerraad het ontwerp klaar gekomen is op de publiek openbare holding. Wat weerhoudt u om ook voor de scheepsherstellingen een initiatief te nemen?

Al die organismen waar u, onder druk van de vakbonden, hebt aan toegegeven, zoals de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij en de Openbare Holding, schijnen evenwel moeilijk van de grond te komen. In Antwerpen echter ligt een werkterrein; op uw initiatief wachten 3.000 arbeiders wier werkzekerheid wordt bedreigd. De sluiting van de bedrijven is nog niet voor vandaag, maar als er niet snel wat gebeurt, zal ze alleszins volgen op het einde van 1976! Voortmaken is dus wel geboden!

Een ander probleem dat direct verband houdt met de tewerkstelling van de scheepsherstelling en dat even dringend, zo niet dringender is, is de toestand van hun fonds voor bestaanszekerheid.

Het fonds voor bestaanszekerheid voor de scheepsherstellers moet niet worden aangezien als een gewone toeslag bij de werklozenvergoeding. De oprichting van dit fonds vindt zijn oorsprong in het «speciale karakter» dat de bedrijvigheid van de scheepsherstellingen in de haven van Antwerpen kenmerkt, en in verband waarmee ik u, zij het summier, een overzicht heb gegeven. Het fonds was veel meer bedoeld om een gewaarborgd inkomen te bezorgen aan die arbeiders, die hoewel behorend tot het vaste contingent, steeds een zeker periode van werkloosheid kenden door het feit en de noodzaak dat het bedrijf steeds over een bepaald aantal «mobiele arbeidskrachten» moest kunnen beschikken.

In 1948 kwam dit fonds tot stand, met het doel, aan elke werkloze scheepshersteller, behorend tot het vaste contingent, een bijkomende vergoeding te geven voor zijn aanwezigheid op de aanwerving. Door de patroons werd in eigen kring een vereniging zonder winstoogmerken opgericht, die zou instaan voor de nodige gelden. Het vast contingent arbeiders bedroeg in die periode 7.271. Na heel wat perielen kreeg men van de patroons gedaan een bedrag van 3,4 pct. op de lonen te storten in het fonds voor bestaanszekerheid. Nog voor de wet van juli 1953 op de fondsen voor bestaanszekerheid goedgekeurd was, hadden de patroons erop aangedrongen het fonds te plafonneren op 35 miljoen frank. Eenmaal dat dit bedrag is bereikt, zou enkel nog worden ingestaan voor de betaling van de werklozen.

Er zijn gedurende de periode die loopt vanaf de oprichting van het fonds tot op vandaag, héél wat veranderingen gebracht aan de bedragen die dienden te worden uitgekeerd en evenzeer aan de werkloosheidsvergoedingen die daarvan een onderdeel uitmaken. Ook werden er bijkomende verplichtingen opgelegd.

Het plafond van 35 miljoen frank, ingesteld op aandrang van de patroons, onderging evenwel geen enkele wijziging.

Het was niet noodzakelijk aan dit plafond wijzigingen aan te brengen aangezien het fonds aan alle verplichtingen, die paritair overeen gekomen waren, kon voldoen.

In die toestand is echter in juni 1975 een bruuske wijziging gekomen! Tijdens de vakantieperiode van dit jaar kende men opnieuw een reserve aan arbeidskrachten, iets wat in de jongste jaren nog zelden voorkwam.

De afdrachten op de lonen van de nog werkende scheepsherstellers waren niet meer toereikend om de uitgaven van het fonds te dekken, zodat geput diende te worden uit de reserves. Maar door de snelle toename van het werkloosheidscijfer en de verplichtingen die op het fonds drukten slonken deze zienderogen.

Tijdens een vergadering op 2 december 1975, waar de patroons samen met de vakbondsleiding de toestand onderzochten, kwam men tot de vaststelling dat de reserves van het fonds op het einde van 1975 zouden zijn uitgeput. Om de kosten van een werkloze scheepshersteller, volgens de normen die vandaag gelden, te kunnen dragen, dienen er drie-en-een-kwart te werken. Vandaag zijn er op de 3000 scheepsherstellers meer dan 2000 werkloos en zijn er nog amper 1000 die werken. Na 1 januari 1976, als de reserves volledig zijn uitgeput, zullen de werklozen van het vaste contingent niet meer kunnen worden uitbetaald volgens de normen vastgelegd in de collectieve overeenkomsten.

Tijdens een vergadering op 9 december 1975, waar de patroons en de vakbonden opnieuw bijeen waren om de toestand van het fonds te bespreken, overhandigden de patroons aan de vakbondsvertegenwoordigers een nota, waarin werd voorgesteld de voordelen drastisch te verminderen. Punt 4 van die nota, die aansloot op het voorstel om de voordelen met meer dan de helft te verminderen, luidde:

« Dat is de nuchtere werkelijkheid en er is geen andere uitweg want geen enkele van de firma's kan in de huidige omstandigheden, uit eigen middelen stortingen doen aan de Kas om de tientallen miljoenen te dekken die zouden nodig zijn om de bestaande uitgaven te dekken. Leningen aangaan is ook ondenkbaar, want hoe zouden wij deze leningen met interesten terugbetalen? »

De toestand wordt dus bepaald dramatisch voor de 2000 werklozen, die iedere morgen samengedruimd in het aanwervingslokaal op werk hopen, dat er niet is, terwijl ze weten dat de uitkeringen waarop ze volgens de overeenkomst recht hebben, niet kunnen worden uitbetaald! Maar op 1 januari 1976 zullen daar tevens nog zowat 700 gelegenheidsscheepsherstellers bijkomen die in 1975 nog aan de scheepsherstellingen gewerkt hebben, om hun verworven rechten op bestaanszekerheid te laten gelden. Ook voor hen zal er geen geld zijn! Zij zullen enkel het leger van de ontevreden nog maar vergroten!

Mijnheer de Staatssecretaris, wij waarschuwen u er reeds voor tijdens de besprekingen van uw begroting, dat de sociale vrede die wij toen nog kenden, enkel dreef op een zeer fragiele luchtbel van sociale voorzieningen, die men niet mocht doorprikken, wilde men erger vermijden!

Wij vrezen dat, indien er niet snel werk gemaakt wordt om de toestanden te verhelpen die ik u tijdens deze interpellatie toegelicht heb, deze luchtbel uiteenspat. Wat er dan zal gebeuren, kan ik niet voorspellen, maar ik heb alle redenen om te veronderstellen dat het zeer erg zal zijn!

Ik dring dus nogmaals aan: Tref de nodige maatregelen ... en vlug! Zorg ervoor dat het inkomen van de werkloze scheepsherstellers ook na 1 januari 1976 verzekerd is en tracht gedaan te krijgen dat de werkgelegenheid toeneemt!

Indien u daar niet in slaagt, dan vrees ik dat het een ramp wordt, niet alleen voor de scheepsherstellers en hun bedrijven in Antwerpen, maar ook voor het land!

Ik dank u, dat u in deze drukke periode, nog de nodige tijd hebt opgebracht mijn interpellatie te aanhoren, maar ik druk erop, vind ook de nodige tijd om de passende maatregelen te treffen. *(Applaus op de socialistische banken.)*

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer de Bruyne.

De heer de Bruyne. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Staatssecretaris, geachte collega's, het spreekt vanzelf dat ik mij als Antwerpse mandataris aansluit bij de interpellatie van collega Van den Eynden, die een aantal zeer belangrijke punten van bedrijfs-economische aard in de vrf heeft gezet.

Hij heeft gelijk als hij beweert dat de moeilijkheden van de scheepsherstellingsbedrijven niet essentieel te wijten zijn aan overdreven loonlasten. Het is niet in die richting dat men de oorzaken van de huidige crisis moet zoeken. Die oorzaken zijn veel ruimer en hebben te maken met de huidige toestand van de overzeese handel en de zeescheepvaart in het algemeen.

Het is voor iedereen duidelijk geworden dat er een aanzienlijk verschil bestaat tussen de evolutie van de scheepsbouwbedrijven en van de scheepsherstellingsbedrijven. Voor de scheepsherstellingsbedrijvigheid in het Antwerpse is de toekomst bedreigd, op halflange termijn althans. Men stelt integendeel vast dat de scheepswerven in het Antwerpse op het ogenblik veel werk hebben en dat de orderboekjes goed gevuld zijn.

De heer Van den Eynden. — Toch ook maar tot het einde van volgend jaar!

De heer de Bruyne. — Akkoord, maar in de toekomst zal er gemakkelijker iets op gevonden worden voor de scheepsbouw dan voor het scheepsherstellingsbedrijf.

Van als de eerste tekenen van het herstel van de internationale economische conjunctuur duidelijker zullen geworden zijn, zult u daarvan vrij snel de sporen zien in de orderboekjes van de scheepswerven.

De scheepsherstellingsbedrijven, integendeel, hebben in toenemende mate te lijden onder de volgende factoren: 1° De toegenomen bedrijvigheid — en dat hebt u terecht aangeduid — van de scheepswerven, op het gebied van de scheepsherstelling, een marginale bedrijvigheid waarvoor zij in sommige tijden moeilijk te vinden zijn maar die hen thans in hoge mate aantrekt omdat het hen toelaat bepaalde dode perioden te vullen. Dit doende kunnen zij partij trekken van veel gunstigere kostprijsverhoudingen vergeleken met de scheepsherstellingsbedrijven — onder andere ook, Mijnheer de Staatssecretaris, ingevolge een systeem van overheidssubsidiëring — ik durf dat woord te gebruiken — voor de scheepswerven, systeem waarop ik geen kritiek uitbreng, maar dat natuurlijk op die basis niet in toepassing kan worden gebracht voor een scheepsherstellingsbedrijf.

Ik zou verder willen wijzen, Mijnheer Van den Eynden, op een algemene evolutie van het scheepsherstellingsbedrijf, namelijk de toegenomen beweeglijkheid van de internationale markt van de scheepsherstelling.

Nooit hebben de scheepseigenaars of de verzekeringsmaatschappijen een zo grote keuze als nu gehad om de plaats te bepalen waar een schip moet worden hersteld, dit ten gevolge van de wijziging en de verbetering van een aantal transportverhoudingen. Er is mijns inziens slechts één geval waarin de plaats waar het schip hersteld wordt niet vrij gekozen wordt, namelijk bij een ongeval. Maar in vrijwel alle andere gevallen is de mogelijkheid de plaats te bepalen waar een schip hersteld moet worden zeer ruim geworden, omdat het internationaal vervoer van de vervangingsstukken veel gemakkelijker is dan vroeger, omdat de gezichtspunten volgens welke de verzekeringsmaatschappijen hun keuze bepalen veranderd zijn, en omdat tenslotte het werkingsterrein van de zeescheepvaart steeds is toegenomen. Ik geef het toe, dit zou net zo goed in het voordeel van Antwerpen kunnen werken als in het nadeel, en dat zal in de toekomst, laten we hopen, wel het geval zijn, maar op het ogenblik is dat niet zo.

Ik zou er verder kunnen op wijzen — ik denk dat de heer Van den Eynden daarmee akkoord kan gaan — dat de betekenis van de droogdokken, die reuzachtige installaties voor het scheepsherstellingsbedrijf, weliswaar nog altijd bijzonder groot is, maar dat in toenemende mate een groot aantal herstellingswerken en onderhoudswerken kunnen worden uitgevoerd zonder dat die installaties daarvoor nodig zijn. Wanneer wij de wereldkaart bekijken, kunnen wij daarop allerlei punten aanwijzen waar scheepsherstellingen vroeger onmogelijk zouden hebben kunnen plaatsvinden en waar ze op het ogenblik zeer goed en rationeel kunnen gebeuren.

Mijnheer de Staatssecretaris, evenmin als de heer Van den Eynden, sta ik hier aan de klagmuur om te zeggen dat u of de regering de oorzaak zijn van de moeilijkheden waarin de scheepsherstellingsbedrijven zich bevinden. Er zijn, ten eerste, oorzaken van conjuncturele aard die, laten wij het hopen, in de loop van het volgend jaar zullen verdwijnen. Er zijn, ten tweede, verschijnselen die te maken hebben met de structuur en de techniek van het scheepsherstellingsbedrijf zelf. Daarover zal men zich in Antwerpen ten gronde moeten beraden.

Ten derde, en dit is uw verantwoordelijkheid, is er mijns inziens iets te doen op het gebied van uw beleid. Ik meen dat u in verband met het scheepsherstellingsbedrijf de financiële en wettelijke bepalingen moet herzien.

Ik sluit mij volledig aan bij het betoog van de heer Van den Eynden, behalve daar waar hij u als het ware een voorstel deed voor het ogenblik waarop u een keuze zult moeten doen tussen de industriële sectoren waar de Staat zich rechtstreeks zou in interesseren. Het is natuurlijk niet mogelijk in het raam van deze interpellatie over die keuze te spreken. Ik wil u echter niet aanraden van meet af

aan te beginnen in het scheepsherstellingsbedrijf, vermits het om een zeer gespecialiseerde bedrijvigheid gaat. Wel zou u voor het subsidiëren en voor het verlenen van bepaalde financiële faciliteiten een nieuwe sleutel kunnen zoeken. U zou een nieuw verband kunnen leggen tussen de scheepsherstellingsbedrijven en de scheepswerven.

Ik weet wel welke gevaarlijke proefballon ik hier oplaai, welke gevolgen dit kan hebben en hoe hierover kan worden gedacht in de privé-sector. Maar het moet toch mogelijk zijn, ook voor de regering, het verband tussen de scheepsherstellingsbedrijven en de scheepswerven in de toekomst te zien op een andere manier dan in het verleden.

De heer Van den Eynden heeft ook gesproken over de toestand van het fonds voor bestaanszekerheid. Dat is misschien op langere termijn het gevaarlijkste van de huidige situatie. Men mocht fier zijn op de manier waarop in het Antwerpse de arbeidsmarkt georganiseerd werd na de tweede wereldoorlog. Men is in Antwerpen soms chauvinistisch, maar wanneer men de organisatie van de arbeidsmarkt en op het gebied van het eigenlijke transport en op het gebied van de scheepsherstellingen in die perioden onderzoekt dan stelt men vast dat Antwerpen zich na de tweede wereldoorlog in vele gevallen ontwikkeld heeft als een haven met een modelarbeidsmarkt. Trouwens, zeer zware sociale geschillen die andere wereldhavens geregeld geteisterd hebben, zijn ons gespaard gebleven. Het ware wenselijk dat dit ook in de toekomst het geval zou zijn.

Indien de financiële toestand van het fonds thans is zoals de heer Van den Eynden het beschreven heeft, dan mag dat geen aanleiding worden tot het ondermijnen van wat eens een prachtige verwezenlijking was op het gebied van de arbeidsmarkt. De toestand van het fonds is zo omdat het momenteel de financiële gevolgen draagt van een situatie die uniek is.

Het is niet normaal dat slechts 1/3 van de scheepsherstellers arbeid heeft terwijl 2/3 voor een lange periode werkloos is. Bovendien zal vanaf 1 januari 1976 het aantal personen toenemen die ten volle een beroep kunnen doen op het fonds.

Mijnheer de Staatssecretaris, wat betreft het fonds voor bestaanszekerheid kan u verwijzen naar het feit dat één van uw collega's terzake bevoegd is. Ik veronderstel echter dat u zich daarop niet zal beroepen om niet volledig te moeten antwoorden op de interpellatie van de heer Van den Eynden, en met name op het deel dat betrekking heeft op de toestand van het fonds voor bestaanszekerheid.

De Voorzitter. — Het woord is aan de staatssecretaris voor Streekeconomie en voor Ruimtelijke Ordening en Huisvesting.

De heer Dhoore, Staatssecretaris voor Streekeconomie en voor Ruimtelijke Ordening en Huisvesting, toegevoegd aan de minister van Vlaamse Aangelegenheden. — Mijnheer de Voorzitter, geachte collega's, de minister van Tewerkstelling en Arbeid heeft mij gevraagd ook in zijn naam te antwoorden op de interpellatie. Hij heeft mij daartoe de elementen van het antwoord dat hij had voorbereid, gisteren bezorgd.

Tot mijn spijt kan ik niet op het spreekgestoelte komen met een pasklaar antwoord. Ik vrees dat een pasklare oplossing voor dit probleem niet zo maar te vinden is. Ik hoopte dat de interpellatie pas na nieuwjaar zou worden gehouden omdat wij dan wellicht verder zullen staan, zoals trouwens zal blijken uit het antwoord dat ik hier zal geven.

Ik wens aan senator Van den Eynden te zeggen dat ons geen tijd noch moeite te veel zal zijn om ons actief in te laten met dit probleem waarvan wij de omvang terdege beseffen. Wij wensen beslist te helpen bij het vinden van een oplossing.

Ik ga grotendeels akkoord met uw diagnose. Toch wens ik uw aandacht te vestigen op drie elementen.

In de eerste plaats staan wij hier inderdaad voor een zeer arbeidsintensieve sector. Ik had de gelegenheid exploitatierekeningen te zien en heb daarbij vastgesteld dat niet minder dan 2/3 van de kostprijs bestaat uit lonen en sociale lasten, in de brede zin van het woord.

In de tweede plaats is het kenmerkend voor deze sector dat de activiteit moeilijk kan worden geregeld. Het is vrijwel onmogelijk ernstige voorspellingen te maken, wat betekent dat de orderboekjes over het algemeen slechts voor maximaal twee weken volgeboekt zijn. Dit is een bijna onaanvaardbare toestand voor een industriële bedrijvigheid, die volledig afhangt van de scheepvaart.

Een derde kenmerk is dat de uitrusting van het bedrijf zoals droge dokken, kranen, loodsen en zo verder, niet kunnen worden gebruikt voor andere doeleinden. Wanneer u zegt dat het wellicht beter ware

de activiteiten van nieuwbouw te koppelen aan de herstellingen uit te voeren aan schepen, toont u terecht een richting aan waarin men had kunnen werken. De huidige situatie is echter anders gegroeid.

Deze kenmerken hebben tot gevolg dat de bedrijven inzake uitrusting en arbeidskrachten steeds klaar moeten staan om het hoofd te bieden aan de meest onvoorziene omstandigheden, met andere woorden dat de personeelsbezetting groter moet zijn dan het aantal gespecialiseerde arbeidskrachten die normaal dag na dag kunnen worden ingezet. Dit was wellicht de aanleiding om een speciaal fonds voor de bestaanszekerheid op te richten, wat in 1948 gebeurde langs een vereniging zonder winstoogmerk en in 1966 officieel op basis van een beslissing van het Nationaal Paritair Comité. Wij hebben dan ook vastgesteld dat heel wat kleinere bedrijven zijn verdwenen. Thans bestaan er nog een aantal kleinere bedrijven, doch 90 pct. van de activiteit wordt uitgevoerd door de grote ondernemingen die u heeft genoemd, Mercantile en Beliard Murdoch.

Ik heb ook gemerkt dat die rationalisatie en schaalvergroting heeft geleid tot een vermindering van het aantal arbeidskrachten, dat thans ongeveer 2840 arbeiders bedraagt.

Wij stellen nochtans vast — en dat zou voor mij een reden moeten zijn om fundamenteel niet pessimistisch te zijn voor de toekomst — dat ten minste drie sterke troeven de toestand van de Antwerpse scheepsherstellingsbedrijven beïnvloeden.

In de eerste plaats is dat de blijvende grote activiteit van de haven van Antwerpen, die toch nog 18 000 schepen per jaar bedraagt. Dat betekent een potentiële clientèle die jaarlijks de Antwerpse haven aandoet.

In de tweede plaats beschikt de Antwerpse haven over installaties en diensten die wellicht onvergelijkbaar zijn. Ongeveer anderhalf jaar geleden heb ik enkele bedrijven bezocht, onder meer de twee die ik zoeven heb vermeld. Het is formidabel wat daar tot stand werd gebracht door die bedrijven en ook door de openbare instanties.

Ten derde, ik ben ervan overtuigd dat de Antwerpse haven over veel betere specialisten beschikt en dat de produktiviteit van de arbeidskrachten er hoger ligt dan in om het even welk ander land.

Dit mag ons nochtans niet beletten ook de zwakke punten te zien.

Ten eerste — en ik weet niet of men dit eigenlijk als een zwak punt kan beschouwen —, wij hebben die scheiding tussen nieuwbouw en herstellingen. Ik heb de indruk dat door die scheiding de conjunctuurgevoeligheid groter wordt. Wij stellen dat ook vast bij andere bedrijven.

Laten wij even de evolutie bekijken van de laatste vijftien jaar. Wij kenden een zeer drukke activiteit tussen 1960 en 1966, een zwakkere periode tot een serieuze inzinking in de periode van 1966 tot 1969, en opnieuw een *boom* van 1970 af tot vóór enkele maanden. Tot ongeveer de helft van dit jaar was de activiteit niet zo slecht, aangezien begin 1975 nog de toelating werd gevraagd voor een speciaal contingent van ongeveer 600 arbeidskrachten — u zegt ongeveer 700 — in tijdelijk verband, dus met groene kaart. Deze werden aangeworven begin van dit jaar.

De heer Van den Eynden. — Dat is iets anders. De laatste tijd zijn inderdaad een aantal oudere scheepsherstellers met vervroegd pensioen gegaan en zij werden vervangen door jongere arbeiders. Daarvoor werd geen compensatie gegeven, wat men in de toekomst voor anderen wel zal doen. De 700 arbeidskrachten waarover ik spreek en die bijkomen na 1 januari zijn gelegenheidsscheepsherstellers die in andere bedrijven werden gevonden en die ingevolge de vigerende collectieve arbeidsovereenkomst recht hebben op bestaanszekerheid per werkdag. Deze 700 arbeiders komen nog bij de ongeveer 2000 die nu al wachten en die voor hun uitkeringen vrezen, want er is geen of slechts een geringe kans dat men hen zal kunnen betalen wanneer niet dringend de nodige maatregelen worden genomen.

De heer Dhoore, Staatssecretaris voor Streekeconomie en voor Ruimtelijke Ordening en Huisvesting, toegevoegd aan de minister van Vlaamse Aangelegenheden. — Als een gevolg van de conjunctuurgevoeligheid is het havenverkeer van Antwerpen verminderd. Bovendien hebben een aantal scheepseigenaars de herstellingen zo mogelijk zelf uitgevoerd, omdat zij het op het ogenblik moeilijker hebben.

Een volgend zwak punt is het concurrentievermogen. De concurrentie is minder scherp bij hoogconjunctuur, omdat in de Europese havens zeker geen overcapaciteit bestaat. Op het ogenblik van een minder hoge conjunctuur speelt de competitiviteit een veel grotere

rol. De loonlasten, die ongeveer twee derde van de kostprijs bedragen, mogen zeker niet worden onderschat. Uit de zeer partiële gegevens waarover ik beschik, leid ik af dat dit verschil op het ogenblik zeer groot zou zijn ten opzichte van de buurlanden die onze rechtstreekse concurrenten zijn.

Wanneer ik spreek van concurrerende buurlanden, is dat Nederland, Duitsland, Groot-Brittannië, Frankrijk en ook Italië en Griekenland. Ik weet dat het systeem daar anders is, maar we kunnen ze niet uitsluiten. Dat heeft tot gevolg gehad, dat is de kern van het probleem van vandaag, dat het fonds voor bestaanszekerheid in het gedrang komt.

Het is een fundamenteel probleem waarvoor we op dit ogenblik samen zijn geplaatst. Onnodig u te zeggen dat dit fonds in belangrijke voordelen voorziet. Er is op dit ogenblik een vermindering van de activiteiten, wat dus minder inkomsten voor het fonds betekent, en er zijn meer uitgaven omdat er meer werklozen zijn.

Voor november 1975 heeft het ministerie van Tewerkstelling en Arbeid mij cijfers verstrekt die niet volledig kloppen met de cijfers die u hebt aangehaald, namelijk gemiddeld 888 werklozen per dag op een totaal effectief van 2848. Na een gesprek dat ik gisteren heb gehad, heb ik de indruk dat op dit ogenblik het cijfer waarschijnlijk hoger ligt en dat men van ongeveer 2000 werklozen op een totaal effectief van 3000 tewerkgestelden mag gewagen. Dit wat de diagnose betreft.

Wat nu de oplossing van het probleem aangaat, heb ik u van meet af aan gezegd dat ik geen onmiddellijke oplossing aan te bieden heb.

In verband met de procedure weet u dat de federatie contact heeft genomen met mijn collega van Tewerkstelling en Arbeid en dat bij het gesprek ook een afgevaardigde van minister De Saeger, die verantwoordelijk is voor de regionale aspecten van het tewerkstellingsbeleid, aanwezig was. Gisteren heb ik zelf met de verantwoordelijke van de Federatie een gesprek gehad. Het Paritair Comité had ook gisteren een eerste vergadering en het komt opnieuw op 24 december bijeen. Ik hoop dat intussen bepaalde suggesties zullen kunnen worden uitgewerkt. Ik heb u bij het begin van mijn betoog gezegd dat ikzelf en mijn collega's bereid zijn om het gesprek voort te zetten.

Volgens mij moeten er twee zaken gebeuren. In de eerste plaats zou moeten worden gepoogd de toestand op internationaal vlak zo juist mogelijk te kennen, en dit in verband met twee aspecten, namelijk de steunverlening en de concurrentiepositie. Die twee aspecten zijn nauw met elkaar verbonden.

Wat de steunverlening betreft, is er de bepaling van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 10 juli 1975 volgens welke er absoluut geen tegemoetkoming en geen steun aan de productie zou mogen worden verleend. Dit geldt voor de nieuwbouw en voor de herstellingen. Zij worden in deze bepaling op dezelfde voet geplaatst. Men moet ook de bewaarde maatregelen die eventueel door een bepaalde Staat zouden worden genomen vooraf ter bespreking aan de Commissie van de Europese Gemeenschappen voorleggen. Dit betekent dat, behalve de normale toepassing van de expansiewetgeving, van staatswege in de negen lidstaten geen steun zou mogen worden verleend en dat wij derhalve van mening zijn dat er ook geen steun mag worden verleend.

Wanneer ik zeg, met uitzondering van de normale toepassing van de expansiewetgeving, is dit ook waar voor België. Indien u beweert dat die bedrijven niet in aanmerking komen voor de toepassing van de wetten van 1948, van 1959 en van 1970 is dit niet juist. Ze kunnen wel de voordelen genieten van de algemene expansiewet van 17 juli 1959. Dit is ook waar voor het Antwerpse. Indien morgen een dossier wordt ingediend voor investeringen of voor de wedersamenstelling van het bedrijfskapitaal aangetast door voorgaande investeringen kan door het staatssecretariaat voor Streekeconomie hiervoor de normale expansiesteun worden verleend.

Op het internationale vlak, zou door de vakbonden en door de patroons samen, in alle stilte, dat moet niet officieel gebeuren, moeten worden nagegaan welke de werkelijke toestand is in verband met de lonen en de sociale lasten.

Ik weet niet wat de uitslag ervan zal zijn. Ik heb bepaalde cijfers die mij werkelijk de haren te berge doen rijzen. Het is ongelooflijk. Welnu, het zou goed zijn te weten of wij werkelijk op dat domein niet verder zijn gesprongen dan onze stok lang is. Het is niet om een stap achteruit te zetten, maar wij moeten toch weten dat wij ons toch niet kunnen permitteren bij voorbeeld 40 pct. of 50 pct. meer te betalen dan dit voor dezelfde productie zou gebeuren bij voorbeeld in Duitsland en in Nederland.

Ik herhaal, indien dit het geval is, dan is dit duidelijk voor mij de uitleg voor het grootste stuk van het probleem dat thans rijst, minder wegens het feit dat er geen overcapaciteit bestaat op het ogenblik dat de conjunctuur goed ligt.

Tweede suggestie: Volgens mij moeten wij rustig kunnen vragen aan de sociale gesprekspartners na te gaan of het fonds voor bestaanszekerheid niet opnieuw ten gronde moet worden bekeken. Ik denk hierbij aan twee of drie zaken.

Ten eerste: werden er voldoende reserves aangelegd tijdens de vette jaren? Moet men niet het geweer van schouder veranderen en zouden wij niet moeten komen tot de 6 pct.-afhoudingen maar dan onbegrensd? Dat is de vraag die ik stel, want in feite komt men nu neer op een afhouding van 4,2 pct. wanneer u de werkelijkheid nagaat.

Betekent dit, met andere woorden, niet dat in een goede conjunctuur men ietwat minder rechtstreekse onmiddellijke voordelen moet vragen, en wat betreft de actieve arbeiders en wat betreft degenen die dag na dag eventueel werkloos zijn wegens het fenomeen dat we daar specifiek in die sector kennen, zodanig dat wij voor moeilijke omstandigheden die wij onder meer nu beleven een groter appeltje voor de dorst zouden hebben.

Een tweede bedenking in verband met het fonds: moet men toch niet eens zien of de uitgaven van het fonds niet wat overdreven zijn wat een dubbel aspect betreft?

Ten eerste, het aantal gevallen waarin men tussenkomt. Ik bedoel niet het aantal personen, maar het aantal in de nomenclatuur van de verschillende rubrieken gevallen.

Er is daar een aanwezigheidsvergoeding, een bijkomende vergoeding voor feestdagen, aanvullend pensioen, afscheidspremie, bijkomend vakantiegeld, syndicale premie, ziektevergoeding. Dat is wel een indrukwekkende lijst.

Ik wil dat hier niet kritiseren, ik keur het altijd goed wanneer steeds meer sociale voordelen aan de arbeiders worden toegekend. Maar op een bepaald ogenblik moeten wij ook een gewetensonderzoek doen en de vraag stellen of men daar werkelijk niet toch wat te ver is gegaan.

Nog eens, het is geen negatief antwoord dat ik daarop wil geven. Ik vind dat men de betrokkenen moet uitnodigen om samen daarover na te denken, alsook over het niveau van de bedragen die in die verschillende gevallen worden uitgekeerd. Ook daar heb ik de meest recente cijfers nagekeken en ze liggen zeer hoog. Ik vind dat goed, maar als dit niet houdbaar is, moet men ook de moed hebben om er eventueel conclusies uit te trekken of ten minste om suggesties te doen.

Mijn conclusie is de volgende: ik hoop dat de gesprekken die de sociale gesprekspartners sinds gisteren in het Paritair Comité aan het voeren zijn en die zullen worden verdergezet op 24 december, zullen leiden, met kennis van zaken, dus ook op het internationale forum, tot constructieve suggesties waarbij voldoende verbeeldingskracht wordt opgebracht.

Het is eenvoudig te zeggen dat als er verlies is de Staat maar moet bijpassen. Dat hebt u niet gezegd, Mijnheer Van den Eynden, en u denkt ook niet in die richting, evenmin als de heer de Bruyne. Maar in elk geval, ik vrees dat in sectoren waarvan de bedrijven in moeilijkheden verkeren, zeer gemakkelijk een eensgezind front van patroons en vakbonden tot die gemakkelijksoplossing kan komen.

U hebt hier gesuggereerd dat voor die sector eventueel moet worden gedacht aan een gemengd overheidsinitiatief. Daarover werd nooit gepraat maar a priori hoeft men zulke idee niet af te wijzen. Ik heb voor similiaire activiteiten reeds aan die mogelijkheid gedacht. Ik hoop dat een passend voorstel uit de bus zal komen en dat met voldoende verbeeldingskracht en in overleg — van de regering wordt trouwens altijd gevraagd om de overlegprocedure te eerbiedigen wanneer het gaat over materies waarover zij met de sociale gesprekspartners onderhandelen moet — met de betrokkenen tot voorstellen zal worden gekomen die zeker weerklank zullen vinden bij de regering indien deze voorstellen suggesties inhouden over de wijze waarop de regering haar verantwoordelijkheid op zich kan opnemen. (Applaus op de banken van de meerderheid.)

De Voorzitter. — Tot besluit van deze interpellatie heb ik twee moties ontvangen.

De eerste, ingediend door de heren Van Hoeylandt en Pierson luidt:

«De Senaat,

»Na de interpellatie van de heer Van den Eynden gehoord te hebben,

»Vraagt de regering onverwijld maatregelen te treffen om aan dit probleem een passende oplossing te geven.»

De tweede, ingediend door de heren Leemans en Gillet luidt:

« De Senaat,

» Na de interpellatie van de heer Van den Eynden en het antwoord van de staatssecretaris voor Streekeconomie, Ruimtelijke Ordening en Huisvesting te hebben gehoord,

» Gaat over tot de orde van de dag. »

Nous procéderons ultérieurement au vote sur l'ordre du jour pur et simple, qui bénéficie de la priorité.

Wij zullen later stemmen over de eenvoudige motie, die voorrang heeft.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

M. le Président. — Nous poursuivrons nos travaux cet après-midi à 14 heures.

Wij zullen onze werkzaamheden deze namiddag te 14 uur voortzetten.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(La séance est levée à 13 h 10 m.)

(De vergadering wordt gesloten te 13 u. 10 m.)

702